

OR

Un dernier pour la route

Auchan Cloche d'Or joue des coudes sur un créneau déjà bien occupé. Le modèle de l'hypermarché cherche un nouveau souffle

Renaturation

La friche industrielle de Wiltz deviendra un projet pilote d'une urbanisation écologique, basée sur l'économie circulaire, des modes de construction durable, une renaturation du ruisseau

Zusammen stark

Der Tornado, der im Süden eine Schneise der Verwüstung hinterließ, dauerte wenige Minuten. Die Hilfsbereitschaft der Menschen hält bis heute an

Foto: Sven Becker

Unabhängige Wochenzeitung für Politik,
Wirtschaft und Kultur

#33 66. Jahrgang 16. August 2019



5 453000 174663



19033

4,00€

Auchan Cloche d'Or joue des coudes sur un créneau déjà bien occupé. Le modèle de l'hypermarché cherche un nouveau souffle

Un dernier pour la route

Pierre Sorlut

Lundi, 12h45. Sandra, Raquel et Marco profitent de la pause déjeuner et du calme estival. Ils arpencent d'un pas hésitant les larges allées d'Auchan Cloche d'Or. L'immense centre commercial et son non moins impressionnant hypermarché ont ouvert leurs portes à la sortie sud de la capitale à la toute fin du mois de mai. Les clients cherchent leurs repères. L'agacement guette lorsque l'un peine à trouver sa référence. Les nouveaux services requièrent de nouvelles compétences. Assistée d'une hôtesse, Sandra se sert un litre d'huile d'olive en vrac. « C'est un des seuls rayons bio dépourvu d'emballages », remarque-t-elle. Clairement « un plus » à ses yeux. Après sa séance à la salle de sport voisine, Sandra remplit son panier de courses. Elle retournera ensuite à son bureau en centre-ville. Raquel travaille elle dans la galerie commerciale. L'employée de ZaraHome s'affaire dans le rayon surgelés liste en main avant de filer vers les caisses pour reprendre prestement le boulot. Les achats attendront au frais jusqu'à ce soir et le retour à la maison. Marco, son épouse et leurs ados profitent. Tout juste revenue de vacances en France, cette famille de Mersch se réunit une dernière fois avant la rentrée autour d'une séance de shopping. Ces historiques clients de Cactus apprécient ici l'espace et la « qualité des produits ». « Oui nous reviendrons certainement faire nos courses à l'avenir », assure Marco.

La multitude de profils rencontrés cette après-midi révèle la nature protéiforme de la clientèle. L'une privilégie une éthique de consommation, l'autre l'efficacité et la dernière le loisir. Elles se rassemblent néanmoins toutes autour de la maximisation de l'utilité, un concept de la théorie néo-classique du consommateur. Or, les hypermarchés occupent de moins de moins de place dans une acception hédoniste de la consommation.

Ces géants de la grande distribution étalés sur des surfaces qui dépassent dix mille mètres carrés perdent de la vitesse en Europe. En France, un marché comparable à celui du Luxembourg. Casino a cédé en début d'année sept de ses hypermarchés. Son concurrent Auchan lui a emboité le pas en avril avec la cession d'une unité, en sus d'une vingtaine de supermarchés. La marque au rossignol vit des heures globalement sombres (elle se retire d'Italie et du Vietnam). Les résultats des activités luxembourgeoises, pour majeure partie liés à l'activité hyper et à celui du Kirchberg dans les comptes publiés ces dernières années, sont aussi passés dans le rouge en 2017 et 2018. Mais le déficit tient cependant, dit-on à la direction, aux investissements liés au développement des derniers-nés à Differdange en 2018 et à la Cloche d'or en 2019.

Ces géants de la grande distribution étalés sur des surfaces qui dépassent dix mille mètres carrés perdent de la vitesse en Europe.

Il est néanmoins établi que le chiffre d'affaires de l'enseigne au Kirchberg recule doucement, mais surement, depuis 2014. Il est passé de 177 à 171 millions d'euros annuels (selon les comptes de Auchan Luxembourg). La progression affichée en 2018, à 180 millions, s'explique par l'ouverture de l'hyper de Differdange sur la zone Opkorn. Cactus admet le même type de recul. « La tendance est baissière oui, mais pas lourdement », nous explique le directeur général Laurent Schonckert par téléphone. La structuration du groupe luxembourgeois, divisée en une quinzaine de branches sous la holding Betsah Invest (œuf, en hébreu) de la famille Leesch, brouille l'affectation des résultats et la structure de coûts. Difficile d'en prendre la réelle mesure. Les protagonistes de la grande distribution se méfient. Il paraît plus aisé de consulter les plans d'un sous-marin nucléaire que les recettes de Cactus.

Mais le marché sature. C'est acquis. « On se demande maintenant s'il n'y a pas trop de surfaces ». Laurent Schonckert constate que le « gâteau », métaphore qu'il affectionne, ne grandit plus et qu'ils sont de plus en plus de distributeurs à en prendre une part. Entre les lignes, le directeur général de la marque luxembourgeoise regrette l'ancienne loi sur les grandes surfaces. Elle permettait une appréciation politique du besoin ce qui décourageait les potentiels entrants (en sus du moratoire établi entre 1996 et 2005 après le « choc » de l'arrivée d'Auchan, d'Land du 21.03.2014). Les surfaces commerciales dépassent le million de mètres carrés depuis 2016-2017. Faute de logements en suffisance, la croissance démographique ne suit pas celle des supermarchés ouverts.

Concernant plus particulièrement les hypermarchés, leur désaffection tient d'abord, selon les experts, à des changements ethnologiques. Le recul du modèle de la famille nucléaire, unie avec plusieurs enfants, a accéléré la transition du caddie au panier à roulettes. Symboliquement ensuite, les hypers sont perçus comme déshumanisants, synonymes de malbouffe ou de pression sur les producteurs. Au Grand-Duché, la congestion du trafic rebute par dessus tout ses habitants. De moins en moins bravent les embouteillages pour se rendre dans les hypermarchés situés en périphérie des villes. Les axes sont déjà empruntés par ceux, résidents de « province » ou en dehors des frontières, qui quittent la capitale. De fait, les achats volumineux sont moins réalisés dans les hypers et davantage en ligne. La comparaison des prix y est plus aisée. La livraison souvent gratuite. Le retour facilité. Puis il y a les remarques liées à la taille. « Les gens me le disent quand je traverse le mall ou quand je suis en ville : 'Où la Belle Étoile pour moi c'est trop grand' Je ne m'y

retrouve pas », explique Laurent Schonckert, vedette charismatique de la grande distribution nationale. Puis déambuler dans les longues allées centrales des hypers requiert du temps. « C'est un autre achat », résume-t-il, comparativement aux surfaces restreintes que l'on retrouve au cœur des quartiers résidentiels.

Les consommateurs privilégient désormais des courses plus petites et ciblées dans un rayon limité autour du domicile ou du lieu de travail. « Les gens ne font plus de grosses courses. Les appartements sont de plus en plus petits. Le congélateur à la cave, c'est fini pour beaucoup », explique Nicolas Henckes, directeur de la Confédération luxembourgeoise du commerce (CLC). La renaissance des épiceries de village, mises en valeur cet été dans les colonnes du *Wort*, via sa série *Rückkehr des Dorfladens*, en est le stigmate. Les chaînes de la grande distribution profitent aussi de cette demande si elles se sont diversifiées. « C'est un de nos atouts, se félicite Laurent Schonckert. Nous avons depuis toujours privilégié plusieurs canaux de distribution ». Les supermarchés de Merl, Bonnevoie, Windhof ou Gare « marchent vraiment très bien ». Ils affrontent là les Delhaize ou Smatch. Auchan n'a pas développé le concept.

L'époque de la simple massification des achats dans une logique d'économie est donc révolue. Elle prévalait au début des années 2000 quand l'idée d'un hypermarché à Gasperich a germé chez Flavio Becca. Avec ses terrains et son PAG (plan d'aménagement général) pour le développement d'un quartier résidentiel et commercial Cloche d'Or, l'entrepreneur de l'immobilier tenait de l'or en briques. Fort d'une relation solide avec Vianney Mulliez, cousin du fondateur (Gérard) de l'empire Auchan et son successeur à la tête de l'entreprise en 2006, il scelle un accord de principe. Mais les développements trainent et Auchan envisage un temps de se rétracter, confie Cyril Dreesen, directeur général de la filiale luxembourgeoise (voir portrait). Cactus lorgne un temps sur le site, en embuscade au cas où la direction aurait pu trancher le dilemme : vaut-il mieux laisser la place à un concurrent ou prendre le risque de cannibaliser un autre de ses magasins, en l'occurrence celui de Howald ?

Mais Promobe (famille Becca) et Immochan (filiale immobilière du groupe des Mulliez devenue Cee-trus en 2016) s'allient en 2014 dans le consortium LCO. L'investissement global s'élève à 300 millions d'euros. Auchan achète les 12 500 mètres carrés de l'hypermarché (sur les 75 000 de surface commerciale incluant la galerie). Une vente en état futur d'achèvement pour un montant de 35,3 millions d'euros est conclue en février 2018.

Mais à cette date le contexte commercial a changé pour ces étoiles noires de la consommation. Chez Cactus « on se creuse la tête » pour assurer la viabilité des deux hypermarchés, à Bertrange et Bascharage. « Ces magasins sont très importants pour nous », témoigne Laurent Schonckert. Ils pèsent « presque un tiers du chiffre d'affaires » global. Les hypermarchés signent des résultats probants les weekends et veilles de jours fériés. Ils confèrent à ce titre un pouvoir de négociation majeur vis-à-vis des producteurs. Ils rassemblent aussi environ cent mille références et font figure de vitrine du savoir-faire de la marque. « Le consommateur recherche toujours des nouveautés, notamment dans le *food* et le frais ». De même le service coûte marginalement moins cher dans un hypermarché. Son coût est plus facilement répercuté. Ce qui pousse Laurent Schonckert à dire que les grandes surfaces, « nous les chouchoutons quand même ».

Les « stratèges » Auchan ne sont pas en reste. Ils privilégient dorénavant le concept de « Lifestore » à celui d'hypermarché pour mieux tenir compte des changements sociologiques. La réflexion sur l'aménagement du lieu et la sélection des produits part de « l'habitant ». « Pas forcément le client, mais celui ou celle qui va vivre, travailler, amener ses enfants à l'école, s'adonner à une pratique sportive ou... faire ses courses », détaille volontiers le directeur Cyril Dreesen. « Il va ressentir des choses, avoir des émotions. » Moulé dans une école de commerce française, le dirigeant d'Auchan invoque ses méthodes et concepts. Il justifie son arrivée début 2018 pour adapter la surface aux besoins du moment. Un groupe de travail s'est accompagné de seize *personae*, des clients potentiels. Ils ont convoqué des tables rondes. Ils sont allés chez elles, chez eux, pour tester les offres. Un tour d'Europe des supermarchés a été organisé parallèlement. Ce travail « réalisé en mode *smart innovation* » a duré 18 mois.

Les concepts marketing fleurissent dans les propos du directeur de la filiale luxembourgeoise. Fini le *push*, l'heure est au *pull*. « On sort d'un mode de fonctionnement *drivé* par l'achat depuis cinquante ans. Plus je massifie, plus les prix sont intéressants et je propose cinquante fois votre lot de Nivea par trois ». Cette ère apparaît « sinon révolue, en passe de l'être » pour le patron quadra. Le chiffre d'affaires est maintenant généré par la réponse aux attentes de « l'habitant ». Les notions de « pertinence » et de « qualité-prix » guident l'offre. La consommation raisonnée s'impose. Fini « le prix, le prix, le prix » ou le packaging familial pour finalement en « jeter la moitié ».

Les services accompagnent l'offre de biens. La grande surface met en musique des expérimentations déroutantes. La brasserie entre le fromager



Brasserie dans une sorte de halle parisienne ou distributeurs pour le vrac, les innovations d'Auchan pour ses hypermarchés peuvent dérouter



Les allées de l'hypermarché sont élargies pour moins donner l'impression de suffoquer. Le mois d'août permet à une clientèle badaude de découvrir les rayons

et la poissonnerie, la possibilité de déguster un château Margaux et une côte de bœuf dans le rayon vin, une cabine de soins du visage au cœur de l'espace bien-être ou un amphithéâtre à côté des ordinateurs. Après quelques mois d'ouverture, la direction se réjouit de l'accueil réservé aux « métiers de bouche ». « Très joli retour sur l'espace bio », explique Cyril Dreesen pas peu fier du concept zéro déchet, « un parti pris fort ». « Franc succès » également pour la brasserie installée telle un restaurant au milieu de halles parisiennes. Cyril Dreesen maugrée en revanche sur « le fond de magasin ». « Je pense qu'on peut aller plus loin dans l'expérientiel ». Comme les clients, la direction avance à tâtons. « La vitesse de croisière n'est pas du tout atteinte ». Octobre marquera le vrai lancement. Les services auront alors tous été lancés: une puéricultrice gardera vos enfants (pour huit euros de l'heure). Un *personal shopper* vous assistera dans la définition de vos besoins pour les événements. Une esthéticienne vous déposera un masque d'argile sur le visage à côté des distributeurs à graines (des rideaux préservent toutefois un semblant d'intimité).

Le chiffre d'affaires va croître « crescendo », prédit le Français. Il qualifie de « fabuleuse » la zone entourant la coque Auchan (dont on limite volontairement la référence, un seul logo – blanc et pas rouge – rappelle l'identité du propriétaire). Elle accueillera sous peu de nouvelles habitations. Le Ban de Gasperich rassemblera à terme une vingtaine de milliers de personnes. Le tramway fera converger en 2023 des résidents de quartiers plus éloignés. Et des passants, il en faudra pour rentabiliser l'investissement et les coûts de fonctionnement. Un seul hypermarché Auchan emploie environ 500 personnes (570 au Kirchberg et cent de moins Cloche d'or pour l'instant). Le seul coût en salaires s'élève à une vingtaine de millions d'euros.

Or, les Amazon-Alibaba-Zalando et les *category killers* (comme Decathlon ou Darty-Fnac) mettent la pression sur la partie non alimentaire. « Les surfaces liées sont en partie trop grandes pour bien les rentabiliser », témoigne Laurent Schonckert. Il prend pour témoin la redéfinition du projet d'hypermarché Cactus à Lallange, en périphérie d'Esch. Programmé il y a dix ans pour s'étaler sur quelque treize mille mètres carrés (une taille comparable aux magasins de Bertrange et Bascharage), sa superficie a été significativement revue à la baisse: 7 500 mètres carrés. Des gens remplacent les machines à laver. « Si on avait démarré le projet quelques années plus tôt, on aurait fait plus de mètres carrés que ce que le marché

cherche », conclut Laurent Schonckert en un clin d'œil implicite à son concurrent Auchan Cloche d'or où il admet avoir effectué un tour d'observation, « un lundi matin ». « C'est un gros morceau. J'attends de voir comment le marché le digère », sourit-il en manifestant le vœu de ne pas émettre de jugement de valeur.

Pour rentabiliser son nouveau « laboratoire international » (Cyril Dreesen étendra ensuite le concept en prenant en sus la direction du Grand Est), l'objectif de Auchan Luxembourg s'élève à quasiment 50 000 visites par jour, soit onze millions par an. Selon les prospections, seulement quarante à cinquante pour cent viendront de la capitale et alentours. Le reste, de la Grande

Région. Est-ce plausible ? Laurent Schonckert en doute. « J'ai le défaut ou l'avantage d'avoir fait toute ma vie au Luxembourg, je connais quand même bien le comportement de la clientèle. Moi, ça me semble très difficile de générer un tel chiffre d'affaires grâce à la Grande Région », prévient-il. Les groupes de la grande distribution occupent depuis des décennies les zones commerciales en bordure du pays, notamment Auchan à Mont Saint-Martin. Le directeur de Cactus depuis 2002 ne croit pas que les habitants de Thionville, Arlon ou Trèves se rendront à Gasperich régulièrement. Le cas échéant toutefois, « cela ne poserait pas de problème au marché national, car ce serait un nouveau chiffre d'affaires qu'Auchan arriverait à capter ».

« Je connais bien la clientèle. Il me semble très difficile de générer un tel chiffre d'affaires grâce à la Grande Région. » Laurent Schonckert

Il faudra par ailleurs monétiser celles et ceux qui utilisent les transports en commun, et plus particulièrement le tramway. Pour ce faire, la direction de Auchan Luxembourg mise sur la livraison à domicile. Le client réalise ses achats sur place, laisse ses courses en *drop off*, rentre chez lui et son caddie arrive quelques instants plus tard. « On a souvent besoin de sensoriel : toucher, goûter, voir », ce que ce système tarifé autour de quinze euros permet, détaille Cyril Dreesen. Pour les autres qui n'auraient pas le temps, il y a le *drive* fait-il valoir. La voiture privée demeure le principal allié de la grande distribution. « Je balaie devant ma propre porte, mais sans voiture particulière ça sera très difficile pour les grosses structures », assène Laurent Schonckert.

Le directeur général de Auchan Luxembourg, Cyril Dreesen, propose une mesure novatrice aux commerçants du centre

Un ennemi qui vous veut du bien

Cheveux plaqués en arrière. Un teint halé lié au tout récent retour de vacances en Corse. Cyril Dreesen tend une main ferme devant les vitrines de l'alléchante cave à vin de l'hypermarché. Il tient à ses lèvres un sourire qu'on explique par sa fierté d'avoir ouvert ce laboratoire du groupe Auchan dans un contexte peu amène (voir ci-contre) et de l'expliquer tour à tour aux journalistes intéressés. Et ils ont été nombreux ces dernières semaines.

Son patronyme renvoie à ses origines flamandes, mais Cyril Dreesen est né en 1978 à Bordeaux. Il a navigué durant les premières années de son existence entre la Syrie, le Liban, la Jordanie ou le Nigeria, où son père accomplissait ses missions pour la Générale des eaux. Mais c'est en France, et plus particulièrement à Bordeaux (faculté d'économie) puis Marseille (Euromed), qu'il a effectué son cursus scolaire et étudiant. Une expérience peu concluante en Amérique latine au sortir de ses études l'y ramène. Il débute alors chez Auchan. Il enchaîne les responsabilités au fil de ses quinze années au sein de la marque au rossignol rouge. Après un passage en Russie et en Pologne, et un moment à la tête des supermarchés de la marque en France, un gros poste, il rejoint le Luxembourg début 2018 pour développer un concept.



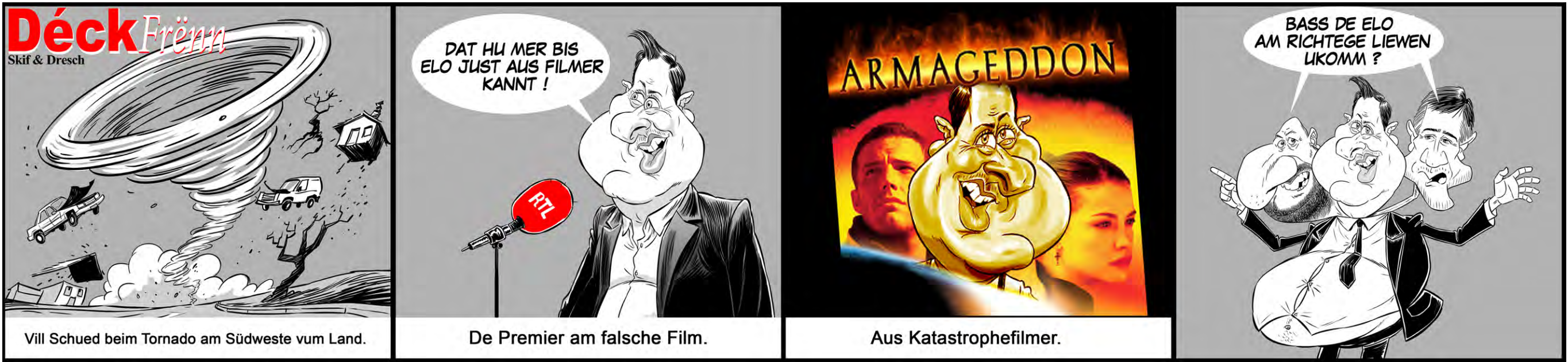
Cyril Dreesen mercredi à la centrale de distribution Auchan à Dudelange. Le campus administratif siège lui à Leudelange

Out le snobisme franco-français. À son arrivée en 1996 au Kirchberg, Auchan s'était appuyé sur ses centrales d'achat et avait écarté de facto de ses rayons les produits luxembourgeois. Le directeur actuel qualifie ces orientations de « très grosses erreurs » et fait... tout le contraire. Dans la mesure du possible bien sûr. « Mon but, c'est de densifier mon environnement et mon terroir. Plus mon environnement est puissant, plus je grandis avec, » se justifie Cyril Dreesen. A contrario, « moins la ville aura d'intérêt, moins il y aura de touristes, moins il y aura d'achats ».

Cyril Dreesen discute d'un concept qui laisse son concurrent Laurent Schonckert, qui manifestement l'ignorait, sur son séant. « Ouuh c'est du lourd là », s'exclame-t-il. Face aux craintes de faillites commerciales à répétition en centre ville, « surtout dans le quartier de la gare suite à l'ouverture de la Cloche d'or », le directeur d'Auchan raconte avoir vu la directrice de l'Union commerciale de la Ville de Luxembourg (UCVL) Anne Darin. Il lui a expliqué, comme il l'a fait à son homologue de la Confédération luxembourgeoise du commerce (CLC), Nicolas Henckes, que son « but n'était pas de tuer le commerce de centre ville », comme Auchan a pu le faire en France ou en Belgique. « On a complètement appauvri le commerce des villes pendant quinze ou

vingt ans. Ne reproduisons pas ce schéma. Voyons comment on peut travailler », dit-il.

La solution envisagée serait un « système commun de cagnotte ». Une partie de l'argent dépensé à Auchan Cloche d'or filerait dans un portefeuille virtuel. « Plus les gens auront acheté dans l'année plus ils auront de sous à dépenser. Ils utiliseront les 200-300 euros collectés dans les commerces du centre ville. Cela permettra de rééquilibrer les flux », avance le directeur d'Auchan. Il qualifie la démarche de « charitable ». Laurent Schonckert y voit un gouffre financier. « ça coûterait beaucoup d'argent ». Puis, dans un registre symbolique, « cela semble montrer qu'ils sont en train de jouer les enfants de chœur pour minimiser leur impact. S'ils arrivent à faire ça, je ne tire pas mon chapeau mais presque », poursuit le Luxembourgeois. Car l'intéressé croit depuis longtemps que l'arrivée d'Auchan à la Cloche d'or va « affecter le commerce en ville ». Une certaine Corinne Cahen, aujourd'hui ministre de la Famille et à la Grande Région (DP), mais alors directrice de l'UCVL, avait avoué en 2010 qu'il s'agissait du projet commercial qui faisait le plus peur: « Les clients qui iront là-bas ne viendront plus chez nous », avait-elle affirmé. Il n'est jamais trop tard pour changer le cours de l'histoire. pso



Leitartikel

Made in China

Romain Hilgert

Den ganzen Kalten Krieg und die Goldenen Dreißiger über waren die USA die Weltmeister der Handelsfreiheit, zumindest um Zugang zu fremden Märkten zu erhalten und in internationalen Gremien Protektionismus als eine Bedrohung für den Frieden und die Demokratie darzustellen. Auch wenn sie selbstverständlich ihre eigenen politisch einflussreichen Landwirte bezuschussten und mit Rüstungsaufträgen Forschung und Entwicklung in der Privatwirtschaft finanzierten. Diese Zeiten scheinen nun der Vergangenheit anzugehören. Die USA haben selbst ihre Verbündeten mit Strafzöllen belegt oder bedroht, von Stahlprodukten bis Pkws, und EU-Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker erzählt immer wieder gern, wie es ihm als einzigem gelungen war, Präsident Donald Trump für kurze Zeit zu zähmen.

Aber der tatsächliche Feind der USA im Handelskrieg ist China, das zum wichtigsten Konkurrenten der USA geworden ist und dessen Bruttoinlandsprodukt inzwischen dasjenige der USA übertrifft. Wie hierzulande ist auch in den US-Supermärkten fast alles, was nicht gerade als kurzfristige Konsumgüter angeboten wird, *made in China*. Deshalb versuchen die USA, mit Strafzöllen und Boykottmaßnahmen die weitere Entwicklung des Wirtschaftswachstums und der technischen Innovation in China

so gut es geht zu bremsen, die in China gefertigten iPhones gegen die chinesischen Huawei-Handys zu verteidigen.

Aber vielleicht ist es schon zu spät, weil die Volkswirtschaften mit ihren Lieferketten, Rohstoffversorgungen und Absatzmärkten so stark voneinander abhängig sind, dass jeder Versuch einer erneuten Entflechtung für alle Beteiligten sehr kostspielig wird. Deshalb sind die USA ständig damit beschäftigt, Handelsabkommen anzubieten, aufzuzwingen und mit unannehmbaren Forderungen zu verhindern, Strafzölle anzudrohen, abzublasen, zu verhängen und aufzuschieben - zuletzt um Preiserhöhungen im bevorstehenden Weihnachtsgeschäft zu verhindern.

Die chinesische Regierung hat dem bisher mit einem gewissen Langmut zugesehen, dann Strafzölle mit Strafzöllen beantwortet. Nun kommt die Territion: Sie hat gezeigt, dass sie den Kurs ihrer Währung senken kann, um chinesische Industrieprodukte auf den Weltmärkten billiger zu machen. Sie hat mitteilen lassen, dass sie den Export seltener Erden beschränken könnte, die weltweit zu den Grundbestandteilen nicht nur der Elektronikindustrie gehören. Als nächstes könnte ein Hinweis auf die

Billion Dollar US-Staatsanleihen in chinesischer Hand kommen. Dass die Botschaft ankommt, zeigt der Kursrückgang vieler Aktien in den vergangenen Tagen.

Die weitere Entwicklung des Handelskriegs bleibt unabsehbar. Will US-Präsident Donald Trump nächstes Jahr mit dem Gespenst der „gelben Gefahr“ in den Wahlkampf ziehen oder befürchtet er, mit seinem Handelskrieg von seinen Wählern für eine mögliche Rezession verantwortlich gemacht zu werden? Denn der Handelskrieg droht, die Wirtschaftskonjunktur zu belasten, die ihre Höchstleistungen vielerorts dem Doping der Zentralbanken verdankt.

Das Statoc meldete vergangenen Monat in seinem *Conjoncture Flash*, dass es Banken und Investitionsfonds, selbstverständlich auch der Bauwirtschaft, blendend geht, doch die Industrieunternehmen klagen über die Zurückhaltung ihrer Kunden und stellen schon seit Mitte vergangenen Jahres weniger ein. So als reichten die eigenen Schwierigkeiten der Europäischen Union nicht aus, wo die zweitgrößte Volkswirtschaft den Bruch in zwei Monaten geplant hat und in der viergrößten der Innenminister gerade wieder auf Rom marschiert.

Am 1. März nächsten Jahres soll der öffentliche Personentransport kostenlos werden. Als Vorgeschmack und vielleicht als erster Test des Fahrgastaufkommens können schon Mitte nächsten Monats Busse, Eisenbahn und Straßenbahn eine Woche lang, vom 16. bis 22. September, ohne Fahrkarte benutzt werden. Damit wollen der Staat und die Verwaltung der Hauptast zusammen mit CFL, RGTR, AVL, Luxtram und Tice auf die Europäische Mobilitätswoche und Alternativen zum Pkw aufmerksam machen. rh.

Sven Becker



blog

Personalien

Politik

Umwelt

Soziales

Wirtschaft

Wirtschaft

Jean-Claude Juncker,



Präsident der Europäischen Kommission (CSV), erhielt am Samstag von Landeshauptmann Günther Platter (ÖVP) den Großen Tiroler Adler Orden überreicht für seine Verdienste um das Land Tirol und vor allem dessen Fremdenverkehr. Auch wenn die rechtsradikale FPÖ in einer Pressemitteilung die Auszeichnung als „Affront für die transatlantische Tiroler Bevölkerung“ ablehnte. Der ehemalige Premier verbringt seinen Urlaub regelmäßig in der Heimat des katholischen *Klappelkriech*-Helden Andreas Hofer, einem der letzten Zufluchtsorte, wo sich zwischen all den Schützenverbänden kein Konservativer modern verstellen muss (Foto: Biohotel Stanglwirt). rh.

Eric Mathias,

Ingenieur, wird neuer Direktor des Centre de formation pour conducteurs. Mit seiner Erfahrung unter anderem bei dem Automobilzulieferer Delphi ersetzt er den bisherigen Direktor Tom Sabus an der Spitze des Zentrums, an dem Fahrer ausgebildet werden und Verkehrssünder Führerscheinpunkte zurückgewinnen können. rh.

Kleinkinderbetreuung

Durch die Einführung der *Chèques-service* im Jahr 2009 habe die Erwerbstätigkeit von Müttern mit Kindern unter drei Jahren um vier bis sieben Prozent zugenommen, meint Audrey Bousset vom Luxembourg Institute of Socio-economic Research (LISER). Die Wirtschaftswissenschaftlerin stellte eine Gleichung auf, um aus den Umfrageergebnissen der Gemeinschaftsstatistik über Einkommen und Lebensbedingungen (EU-SILC) die Entwicklung der Kleinkinderbetreuung und Frauenerwerbstätigkeit zwischen 2004 und 2014 zu berechnen. Niedriger qualifizierte Mütter hätten vermehrt ihre jüngsten Kinder in nunmehr kostengünstiger oder kostenloser Betreuungseinrichtungen gegeben. Da die Studie über *Expanding access to universal childcare* aber weder die Einkommenssituation, noch die Arbeitsbedingungen der Mütter berücksichtigt, ist ihre Aussagekraft begrenzt. rh.



2,9 Prozent elektrisch



Derzeit sind 3 402 Elektroautos und Steckdosenhybride mit Elektro- und Verbrennungsmotoren auf Luxemburgs Straßen zugelassen. Sie stellten in diesem Jahr bloß 2,9 Prozent der Neuzulassungen dar. Das zählte der grüne Mobilitätsminister François Bausch auf eine parlamentarische Anfrage von Marc Goergen (Piratenpartei) auf. Zur Versorgung der Elektroautos, die nicht den Planeten, aber die Automobilindustrie retten sollen, wollen die Stromnetzbetreiber bis Ende nächsten Jahres 800 Ladestationen mit dem albernen Namen *Chargy OK* im Land aufgestellt haben. Daneben können Privatanbieter Ladestationen auf privaten Grundstücken, wie Parkhäusern und Parkings von Supermärkten, aufstellen. rh.

Keine Rückerstattung

Das Arbeitsgesetzbuch schreibt vor, dass ein Betrieb, der einen Beschäftigten unrechtmäßig entlassen hat, dem Beschäftigten den Arbeitslosenunterstützung des Betroffenen erstatten muss. Doch wenn ein Grenzpendler Erstattung der Arbeitslosenentschädigung geltend gemacht. Das bestätigte Arbeitsminister Dan Kersch (LSAP) diese Woche auf eine parlamentarische Anfrage des Clerferv CSV-Abgeordneten Emile Eicher. Der Minister erklärt dies unter anderem mit den Fristen, die im europäischen Sozialversicherungsrecht vorgesehen sind und das außerdem die Erstattungsbeträge begrenzt. Er machte keine Angaben darüber, welche Beträge durch diese Enthaltung der öffentlichen Hand in Luxemburg und in den Nachbarländern entgehen. Dafür wies er aber darauf hin, dass ortsansässige Beschäftigte, die Arbeitslosengeld beziehen und deren Entlassung sich nachträglich als rechtmäßig oder deren Kündigung sich als unrechtmäßig erwies, hierzulande die Entschädigung rückerstatten müssen. In Frankreich, Belgien oder Deutschland und damit auch für Grenzpendler von dort sei aber keine Rückerstattung vorgeschrieben. rh.



Passe téléphonée

Outre la volonté de prouver qu'on travaille à la Chambre (notamment la question parlementaire présente une utilité différente selon la position du député émetteur par rapport à la coalition gouvernementale. S'il est dans l'opposition, la formulation est souvent incisive. Dans le cas contraire, la démarche paraît convenue, parfois téléphonée. Telle est la situation avec la question adressée en juillet par les députés DP Carole Hartmann et André Bauler au ministre de l'Économie au sujet des start-up innovantes. Dans sa réponse parue vendredi dernier, Étienne Schneider (LSAP) énumère les statistiques parues dans le rapport d'activité de son agence, Luxinnovation : plus de cinq cent demandes d'entrepreneurs en 2018. Luxinnovation en a soutenu activement 283. 64 start-up ont été créées avec son soutien. L'agence estime par ailleurs que 350 start-up innovantes opèrent au Grand-Duché, notamment dans « les secteurs de développement économiques prioritaires » tels que le spatial. Quid donc de Spire Global ? La société spécialisée dans l'étude de données en provenance de l'espace revenue au Grand-Duché dans les filets du ministre Schneider et soutenue à hauteur de 70 millions de dollars par le Luxembourg Future Fund, bras financier de la diversification économique locale, vient de publier ses comptes 2018. Elle y accuse une perte de sept millions d'euros. Cela n'a pas échappé au député de l'opposition, friand de questions parlementaires, Laurent Mosar (CSV). Suite à la rentrée ministérielle. pso

Tantièmes-lobbying

En pleine vacances d'été, la place financière a lancé une nouvelle offensive dans le dossier de l'imposition des tantièmes. Dans un courrier adressé à la mi-juillet au ministre des Finances, Pierre Gramegna (DP), l'Institut luxembourgeois des administrateurs (Ila) appelle à « remédier » à ce qu'elle considère être une « double imposition », les tantièmes étant imposés comme distribution de bénéfices au chef de la société et comme revenus professionnels au chef de l'administrateur. Selon l'Ila, ceci rendrait les mandats dans les CA « beaucoup moins attractifs financièrement pour les administrateurs les plus qualifiés et expérimentés » et inciterait les sociétés à « recruter des administrateurs moins onéreux », moins compétents aussi. Deux semaines plus tard, l'avocat d'affaires Yves Prussen rédige à son tour une lettre à Gramegna s'offusquant de ce que l'administrateur, considéré par le fisc comme « prestataire de services », doit désormais payer la TVA sur ses tantièmes. Ceci ne correspondrait pas « à la pratique qui a toujours prévalu dans le pays », écrit Prussen. Et de citer un récent arrêt dans lequel la Cour de Justice de l'UE avait jugé que l'imposition des tantièmes de fondations néerlandaises ne tombait pas sous le coup de la TVA. bt

Nachtrag

Die zwei Gebärdensprachdolmetscher (*d'Land*, 9.8.2019) arbeiten für das Centre de Logopédie und nicht für das Familienministerium. Der Gesetzentwurf zur Anerkennung der deutschen Gebärdensprache wurde 2017 vorgelegt und im Juli 2018 verabschiedet.

Sturmkatastrophe im Süden

Zusammen stark

Ines Kurschat

„Meine Mutter ist nicht hier, sie kommt normalerweise nur vormittags“, sagt der muskulöse Mann mit dem Schnauzer, der auf Klingelzeichen die gläserne Haustür öffnet. Normalität war vor einer Woche: Seitdem ein Tornado der Stufe F2 mit Windgeschwindigkeiten zwischen 180 bis zu 250 Stundenkilometern durch die Ortschaften Bascharage, Linger, Lamadelaine, Rodange, Rollingen, Käerjeng und Pétingen fegte, kann bei vielen Bewohnern von Alltag keine Rede mehr sein. Auch nicht bei Frau H.: Der Sog des Sturms hat ihr Haus in der Avenue de la Gare in Pétingen komplett abgedeckt. Seit Montag sorgt eine notdürftig angebrachte blaue Plastikplane für Schutz vor Regen, bis das Dach repariert werden wird.

Bevor das geschieht, müssen Experten der Versicherung den Schaden begutachten und beziffern. Die Regierung hat finanzielle Soforthilfen für die Betroffenen angekündigt. 19 Verletzte, zwei davon schwer, rund 500 beschädigte Häuser, 40 zerstörte Dächer, vier komplett unbewohnbare Häuser und 77 Bewohner, die vorübergehend in Hotels einquartiert werden mussten, lautet die bisherige Schreckensbilanz. Vor allem Dachdecker werden nun händeringend gesucht. Obwohl in den Straßen, die in der Schneise des Tornados lagen, lautes Klopfen und Hämmern, sowie zwei Kräne und mehrere Kastenwagen von der Anwesenheit zahlreicher Handwerker zeugen, sind es nicht genug, um den Riesen-Reparaturbedarf nach der Naturkatastrophe zu decken: Viele Firmen kommen aus Deutschland, andere sind extra aus dem Urlaub zurückgekehrt.

So auch die Versicherungen. Ein Foyer-Vertreter, der in der Rue de la Liberté ein Einfamilienhaus ohne Dachstuhl verlässt, zeigt seine dicht beschriebene Liste: 24 Häuser habe er heute begutachtet. „Zuerst die Schäden am Dach, denn die müssen am dringlichsten behoben werden“, sagt er. „Das andere muss warten.“ Rund 25 000 Euro koste es, eins der ortstypischen Arbeiterhäuser neu zu decken, so der Vertreter. Der Dachverband der Versicherer (Aca) schätzte den versicherten Gesamtschaden am Mittwoch auf etwa 100 Millionen Euro. Mehr als 2 400 Versicherte hätten Schäden gemeldet, zwei Drittel betrafen Gebäude, ein Drittel Autos, heißt es in der Aca-Pressemitteilung. Neben den Schäden an Häusern und Wohnungen hat der Wirbelsturm mit seiner gewaltigen Sogkraft Telefonkabinen aus den Verankerungen gerissen, Altkleidertonnen umhergewirbelt, Strommaste wie Streichhölzer umgeknickt, zudem wurden zahlreiche Autos durch herabstürzende Teile demoliert. Glücklicherweise darf sich schätzen, wer gut versichert ist.

Die Sorgen über die Folgekosten sind es, die BewohnerInnen wie den 54-jährigen Hausbesitzer in der Rue de la Liberté zwei Tage nach dem Tornado am meisten umtreiben. „Ich habe Glück gehabt“, sagt er und zeigt nach oben: Der Wind hat die Dachrinne aus der Verankerung gerissen und, wie an vielen Häusern, einige Schindeln abgedeckt.



Pétingen, nach der Sturmkatastrophe: Noch am selben Abend starteten die Aufräumarbeiten. Alle, die konnten, packten eine Hand mit an

Über 200 Feuerwehrleute, 40 Soldaten und 40 Polizisten waren in der Nacht von Freitag bis Samstag im Einsatz. Hinzu kommen unzählige freiwillige Helferinnen und Helfer

Bis Mitternacht hätten sein Bruder und er, der mit dem 92-jährigen Vater im gemeinsamen Haushalt wohnt, mit anderen Anwohnern Trümmerteile aus dem Garten geräumt: „Du überlegst nicht lange und hilfst mit. Das gehört sich so“, sagt der Mann mit dem Pferdeschwanz, der früher bei der Armee war, beeindruckt von der Welle der Hilfsbereitschaft.

Über 200 Feuerwehrleute, 40 Soldaten und 40 Polizisten waren allein in der Nacht von Freitag bis Samstag im Einsatz, am Dienstag trafen Freiwillige des deutschen Technischen Hilfswerks ein, ein Krisenstab mit Vertretern der Gemeinden, des Katastrophenschutzes sowie der Regierung sieht sich regelmäßig. Jugendgruppen, Fußballvereine – alle machen mit. Betroffene, für deren Schäden keine



Versicherung aufkommt, können sich bis 1. November beim Familienministerium (secretariatsolidarite@fm.etat.lu) melden. Es gibt Spendensammlungen der Gemeinden Pétingen und Käerjeng (Telefon: 80 02 80 80). Wohlfahrtsorganisationen wie das Rote Kreuz und die Caritas haben Hilfe angekündigt. Eine private Facebook-Sammelaktion erbrachte binnen vier Tage über 107 400 Euro.

Am schlimmsten getroffen hat es in Pétingen die Rue Neuve und die Route de Luxembourg: Hier stehen ein kahlrasiertes Haus neben dem anderen. Auch Tage nach der Katastrophe tragen Anwohner Möbel, die der Sturm heil gelassen hat, aus den oberen Stockwerken. Ein Mann im blauen Polo-Shirt zieht sein Smartphone aus der Tasche: „Ich habe das

berühmteste Video im Netz!“ Die Bilder zeigen, wie der Sturm wie ein Monsterstaubsauger direkt vom Wohnzimmer auf der Terrasse Metallmasten, Sonnenschirm, Kinderspielgerät mühelos wie Steckrüben aus der Erde zieht. Nach nicht einmal zwei Minuten sei der Spuk vorbei gewesen: „Das vergesse ich nie.“ Zum Glück war er allein im Haus geblieben, Frau und Kinder waren bei Freunden.

Nicht vergessen werden die Pétinger aber auch die ungewohnte Welle von Solidarität und Nachbarschaft: Nachdem der erste Schrecken aus den Gliedern gewichen war, packten alle an. Nachbarn, die sich eigentlich nur vom Grüssen kennen, eilten mit Schuppen, Schubkarren und Motorsägen herbei, halfen Äste, Bäume und ganze Dächer zu zersägen und aus dem Weg zu räumen. Auch die betagte Frau H. hatte sich den Besen geschnappt und Scherben, Ziegel und Schindeln zusammengekehrt, während ihre kräftigen Söhne hinterm Haus die großen Brocken wegwuppten. Menschen, die zu zerbrechlich waren, um bei den Aufräumarbeiten zu helfen, brachten Wasserflaschen für die Fleißigen, einer hatte sein Auto mit Suppe beladen. Wieder andere stellten kurzfristig eine Kinderbetreuung auf die Beine.

Enya, 23-jährige Studentin, hatte von Freunden über Snapchat vom Tornado erfahren. Sie selbst hatte das Unwetter zwar gespürt, aber außer dass die Mutter das Bad mit dem offenen Fenster wegen des Soges plötzlich nicht betreten konnte, sei ihr Zuhause heil geblieben. „Einem Freund von mir riss der Sturm buchstäblich das Dach überm Kopf davon.“ Noch am selben Abend traf sie sich mit Freunden, denen sie sonst im Jugendhaus begegnet. Als kleine Gruppe zogen sie, darunter ein Gärtner mit Motorsäge, von Haus zu Haus, um bis spät in die Nacht Äste und Balken klein zu sägen und in säuberlichen Haufen für den Abtransport aufzustapeln. „Jetzt muss es doch der Letzte glauben!“, empört sie sich über die Ignoranz vieler gegenüber den Folgen des Klimawandels. Noch etwas bekümmert sie: „Die Trauerweide am Ortseingang hat es auch erwischt.“ Für Pétinger sei der Baum wie ein Wahrzeichen gewesen. „Immer wenn ich von der Schule nach Hause ging, kam ich am Baum vorbei“, erinnert sie sich wehmütig. Dann gibt sie sich einen Ruck: „Es hätte schlimmer kommen können.“



Der Tornado dauerte wenige Minuten, die Hilfsbereitschaft der Menschen hält bis heute an

Le logement après l'industrie : la friche de Wiltz

Renaturation

josée hansen

Ils n'ont pas gardé la « Russebud », la maison ayant abrité les quelque 150 travailleurs russes et biélorusses qui avaient fui la Révolution communiste et trouvé un emploi à la tannerie Ideal à Wiltz dans les années 1920 et 1930. Ideal occupa jusqu'à un millier d'ouvriers et produisit, dans cette usine idéalement située entre la voie ferrée et le ruisseau Wiltz, de 1912 à 1961. La société importa des peaux d'animaux de loin, très loin jusque d'Afrique du Sud, les traita avec force chimie sur place, puis exporta les produits finis dans le monde entier. « Courroies de transmission, tabliers pour forgerons, peausseries les plus diverses » vantent les publicités à l'époque. C'est ici que fut déclenchée la grève générale de 1942 contre l'enrôlement forcé. Une plaque commémorative fixée au portail d'entrée du site le rappelle.

La plaque sera gardée, avec le portail d'entrée, le bâtiment administratif et la cheminée en briques rouges. Mais sur le site, il n'y a plus d'autre trace du passé industriel glorieux de la friche de Wiltz, ni de sa colonie russe avec son cœur, ses fêtes et traditions qui montrent quelques photos jaunies sur *industrie.lu*. À Ideal a suivi Eurofloor, fusionnant pour devenir Tarkett/Sommer. Pendant trente ans, elle a produit des revêtements de sol ici, avant de fermer en 1996/97 pour concentrer sa production à Lentzweiler près de Clervaux. Eurofloor avait acheté tout le site pour un euro symbolique ; elle le vendra en 2011 pour un franc symbolique à l'État luxembourgeois, qui aura à charge son assainissement.

Durant vingt ans, les conseils communaux et gouvernements successifs ont développé des idées pour l'avenir de cette énorme friche industrielle : 26 hectares entre Ober- et Niederwiltz, qui traversent la ville touristique comme une balafre. Les bâtiments industriels avaient ce charme d'un passé d'activité économique qui est transformé ailleurs – par exemple pour les brasseries au Grund et à Clausen, pour la sidérurgie à Belval, ou, à l'avenir, à Schifflange et aux Terres Rouges – en critère de distinction d'une nouvelle urbanisation. Si on parlait d'installation de PME dans les bâtiments existants au début, l'approche a changé depuis. Aucun des immeubles n'a été classé, ni en tant que monument national, ni inscrit sur l'inventaire supplémentaire. Aujourd'hui, presque tout est rasé et cette cheminée caractéristique ressemble désormais à un phare. L'ambiance sur place est sereine, le calme total y règne, amplifié encore par le chant de l'eau dans la petite écluse. Des habitants promènent leur chien le long du site, quelques touristes ont garé leur camping-car à côté et parfois une camionnette de l'administration communale dépose des objets dans les hangars de la commune. Les stocks de revêtements plastiques produits par IVC juste à côté sont stockés sous le tunnel de passage entre les deux propriétés. En cinq ans, le terrain Ideal/Tarkett a été impeccablement déblayé. Quelques plantes ont pris racine entre les carrelages et les bouts des murets qui rappellent l'anthropocène.

Le passé industriel de Wiltz et la reconversion, Fränk Arndt les connaît sur le bout des doigts. Le maire socialiste de Wiltz (où le parti atteignait la majorité

Les deux gouvernements successifs à participation écologiste ont décidé que Wiltz serait un projet-pilote d'urbanisation écologique, basée sur l'économie circulaire, des modes de construction durable, une renaturation du ruisseau

absolue en 2011 encore, avant de chuter) est serrurier de formation, a travaillé entre autres pour Circuit Foil, où il est devenu délégué du personnel, puis a rejoint l'OGBL-Nord en tant que secrétaire général. Au conseil communal depuis 2000, puis comme échevin, et, depuis 2009 comme maire, il a pu accompagner toutes les phases de la reconversion des sites et saisir la chance inouïe que constituent les projets étagés sur place pour sa ville. Car aujourd'hui, la plus grande urgence ne semble plus celle d'installer des activités économiques à Wiltz, mais celle de loger les gens. Wiltz est, avec Neischmelz à Dudelange, un des très grands projets du Fonds du logement, qui a peu à peu racheté tous les autres terrains nécessaires, que ce soit à la commune (les anciens terrains de football) ou à des propriétaires privés.

Les deux gouvernements successifs à participation écologiste ont décidé que Wiltz serait un projet-pilote d'urbanisation écologique, basée sur l'économie circulaire, des modes de construction durable, une renaturation de la Wiltz valorisée comme artère verte du nouveau quartier à venir, la promotion d'un vivre sinon sans voiture, au moins avec moins de voitures (parkings communautaires au lieu de garages privatifs) et un fort accent sur la mobilité douce, la gare étant joignable à pied (elle deviendra un pôle de mobilité régional). Le bureau d'architectes Heisbourg Strotz (hsa), en association avec les ingénieurs de Schroeder & Associés et l'urbaniste Maja Devetak ont développé un *masterplan* pour les deux quartiers, *Wunne mat der Wooltz* et, celui adjacent, appelé *Haargarten*. Présentés en 2017, ils prévoient une structuration en plusieurs blocs, construits par phases, avec une densification raisonnable et prioritairement des résidences de trois à quatre étages. Le Plan d'aménagement général et quatre des six Plans d'aménagement particuliers sont prêts et ont déjà passé toutes les instances communales, affirme Fränk

Arndt. « Nous voulons de la mixité sociale ici », explique le maire, où mixité veut aussi dire des classes plus aisées. Si le Fonds du logement s'adresse par définition surtout à ceux qui doivent avoir recours au logement abordable et subventionné, avec des locations ou ventes en baux emphytéotiques, la Ville de Wiltz profite de la dynamique en urbanisant elle-même encore six hectares voisins pour y offrir quelque 130 logements à la vente.

En tout, on parle d'un quartier d'un millier d'unités d'habitation, appartements et maisons, pour 2 200 habitants sur plus de trente hectares. C'est énorme pour une commune comme Wiltz, qui dépasse à peine les 7 000 habitants actuellement, tous les villages satellites inclus. « Je suis persuadé qu'une commune doit atteindre la masse critique de 10 000 habitants pour être viable », souligne Arndt, qui ne s'est plus présenté aux élections législatives de 2018, après un mandat comme député-maire, préférant, à soixante ans, se consacrer uniquement aux affaires communales. Arndt s'enthousiasme pour la population modeste et internationale de Wiltz, les richesses interculturelles qu'apportent les 52 pour cent d'étrangers, dont beaucoup sont originaires des Balkans et du Portugal, sans que cela ne pose jamais de problèmes majeurs à ses yeux. Malgré sa taille modeste, Wiltz aime à se nommer « capitale des Ardennes », avec son lycée, son hôpital, son campus universitaire, son château et son festival. Devenir un « hotspot » de l'économie circulaire plaît beaucoup au bourgmestre, qui veut voir appliqué le concept sur tout le territoire du village, pas seulement à *Wunne matt der Wooltz*. Ainsi, l'immeuble qui abrite l'administration communale est actuellement rénové selon les préceptes de l'économie circulaire, les nouveaux bâtiments seront tous construits de manière durable et écoresponsable (avec e.a. un pass indiquant les matériaux utilisés pour chaque bâtisse) et la commune sensibilise les citoyens.

Dans le nouveau quartier, l'administration communale construira une école fondamentale « intégrée » pour 320 enfants (ceux des nouveaux habitants), avec une maison-relais, un musée pédagogique et une école de musique. Il y aura un supermarché, des infrastructures sportives et des initiatives promouvant la vie en commun, comme un *repair café*, des potagers ou des salles de quartier. Parmi les défis de cette urbanisation d'un genre nouveau, le Fonds du logement cite la nécessité d'accompagner « des futurs habitants qui devront évoluer dans un environnement conçu sur base de concepts qui ne leur seront pas nécessairement familiers ». Selon Fränk Arndt, les travaux de construction, qui se dérouleront en différentes phases, pourront commencer sous peu, l'objectif de la commune étant d'ouvrir l'école avec l'arrivée des premiers habitants, d'ici 2022 – « mais ce sera sportif ».

À Belval, l'urbanisation de l'ancienne friche sidérurgique – la première réaffectation du genre – a pris vingt ans à la société de viabilisation mixte Agora, conçue par l'État et Arcelor-Mittal. Le même *public-private-partnership* doit réaliser la reconversion

de la friche de Schifflange, qui ne fait que débuter. Aux Terres Rouges, un investisseur privé, Eric Lux, prend en main l'urbanisation de l'ancien site industriel, comme c'est le cas à Mersch, sur l'ancien domaine Agrocenter, où la Cepal s'est associée au groupe Giorgetti. À voir quelles forces – rapidité d'exécution, qualité architecturale et esthétique – et quelles faiblesses (notamment sur le prix de vente

des logements) auront ces différents modèles d'urbanisation. Wiltz et Dudelange sont deux gigantesques projets qui sont entièrement en main publique, avec des objectifs sociaux et écologiques. Or, la pression du marché du logement est désormais telle qu'elle éradique les traces du passé. Ce qui, en fin de compte, n'est pas vraiment dans l'esprit de la réaffectation prônée par l'économie circulaire.



Seuls la cheminée en brique et le bâtiment administratif, le portail du portier et une plaque commémorative pour la grève de 1942 rappelleront le passé de la friche de Wiltz, qui sera complètement réurbanisée (photo du bas)



Sur la friche de Wiltz ce lundi : seuls demeurent l'immeuble administratif et la cheminée en briques rouges, le reste n'est que gravats

Türkei

„Handlanger internationaler Medien“

Cem Sey, Berlin

Journalistische Sommerlöcher kennt die Türkei nicht. Katastrophen, Korruptionsfälle, ja, selbst blutige Putschversuche finden im Sommer statt, und nicht nur dann. Die Journalisten des Landes klagen nicht über Langeweile. Abgesehen von Morden an Medienvertretern, die leider eher keine saisonale Erscheinung sind, kommt es aber selten vor, dass Journalisten selbst Schlagzeilen machen. Dieser Sommer bildet eine Ausnahme.

Kürzlich hatte ein Gericht in Ankara 136 kritische Webseiten und Blogs blockieren lassen. Die Nachrichten über die Zensur krachte wie eine Bombe in die an Aufregung nicht arme Zeit. Die Wellen der Empörung wogten – unerwartet – hoch. Unerwartet deshalb, weil die türkische Öffentlichkeit seit Jahren daran gewöhnt ist, dass Medien drangsaliert, Journalisten mit hanebüchenen Begründungen ins Gefängnis geworfen und unter Terrorismus-Vorwürfen zu lebenslangen Haftstrafen verurteilt werden.

Obwohl die meisten der gesperrten Webseiten kleine, linke, kurdische und alevitische Medien sind, die sich keiner großen Leserschaft erfreuen, war die öffentliche Kritik nicht zu überhören. Diejenigen, die die Zensur betrieben hatten, waren offensichtlich ebenso überrascht von der heftigen und couragierten Kritik. Die Zensoren gingen nicht nur in die Defensive, vielmehr sie ruderten auch ein Stück weit zurück. Einige sind offizielle Organe kurdischer, verschiedener kommunistischer und alevitischer Organisationen. Andere Webseiten stören den türkischen Staat immer wieder, weil sie die Zensuranweisungen ignorieren und zum Beispiel berichten, welche Gewalttaten in dem Land weiterhin täglich stattfinden.

Schnell meldete sich die Stabstelle der Gendarmerie, die den Verbotsantrag stellte, beim zuständigen Gericht und teilte mit, *bianet.org*, ein ebenfalls kleines, aber wegen seiner Berichterstattung angesehenes Nachrichtenportal, sei „durch einen Fehler auf die Liste gelangt“. Eilig wurde die Sperre für *bianet.org* wieder aufgehoben. Dass *bianet.org* teilweise aus EU-Fonds finanziert wird, spielte vielleicht auch eine Rolle bei dieser Entscheidung. Die restlichen Webseiten und einige Seiten der sozialen Netzwerke, wie das Twitter-Konto der oppositionellen Abgeordneten Oya Ersoy, bleiben jedoch vorerst weiterhin gesperrt.

Staatspräsident Recep Tayyip Erdogan hat bereits vor Jahren damit begonnen, die einst vormalig weitgehend frei berichtenden türkischen Medien systematisch unter Druck zu setzen. Nicht mit gesetzlichen Einschränkungen, sondern durch schlaues Infiltrieren. Der erfahrene und kritische Journalist Aydin Engin beschreibt dieses Vorgehen im Blog *international.die-linke.de* so: „Ein Finanzpool, der aus höchstens fünf oder sechs großen Bauunternehmen besteht, die den Löwenanteil bei staatlichen Ausschreibungen erhalten, hat Zeitungen und Fernsehanstalten aufgekauft und deren Führungsetagen mit Leuten bestückt, die Erdogans Empfehlungen und Anweisungen befolgen.“



So sieht sich Recep Tayyip Erdogan am liebsten: als Macher, der der Welt zeigt, wo es langgeht

Nachdem die größte Mediengruppe des Landes, die Dogan-Gruppe, unter enormem politischen Druck an die regimetreue Demirören-Gruppe verkauft wurde, verschlechterte sich die Lage in Sachen Medienvielfalt dramatisch. „Jetzt sind 93 Prozent der Print- und 91 Prozent der visuellen Medien im wahrsten Sinne des Wortes zu „Organen“ geworden“, so Engin.

Auch der jüngste Zensurversuch kam keineswegs aus heiterem Himmel. Anzeichen eines erneuten Angriffs des autokratischen Regimes auf kritische Medien häuften sich bereits im Vorfeld. Denn seitdem die größten und bekanntesten Medien von Erdogans Helfern unterwandert sind, sind es vor allem die kleinen Medien im Internet, die dem Regime ein Dorn im Auge sind.

Mit einer Anordnung vom 1. August 2019 versucht der türkische Hohe Rat für Rundfunk und Fernsehen (RTÜK) zur Zeit, das Internet unter seine Kontrolle zu bringen. Laut ihr müssen ab jetzt Sender und Livestream-Kanäle, die in der

Türkei über Internet empfangen werden, nicht nur hohe Gebühren zahlen, sondern auch Lizenzen beim Staat beantragen.

Diese Anordnung scheint in erster Linie Angebote wie Netflix, YouTube und Periscope zu betreffen. In den vergangenen Monaten wird vor allem Netflix in konservativen Medien kritisiert, weil dort angeblich Inhalte zu sehen sind, „die das LGBT-Verhalten fördern“.

Der Vertreter von Erdogans Partei im RTÜK, Nurullah Öztürk, beteuerte gegenüber der BBC zwar, dass Sender, die auf YouTube oder Periscope einige Stunden senden, von der neuen Regelung nicht betroffen seien. Doch der Text der Anordnung ist dermaßen unspezifisch, dass nicht nur die vom Regime verhassten kritischen Medien in der Türkei wie *Medyascope* oder *T24* bald zum Schweigen gebracht werden könnten, sondern auch internationale Sender. Vor allem wird bereits spekuliert, wie die Kontrolleure von RTÜK mit dem neuen, gemeinsamen YouTube-Kanal der Sender *Deutsche*

Diesen Sommer gerieten vor allem auf Türkisch berichtende Medien aus dem Ausland ins Kreuzfeuer des Regimes

Welle, BBC, Voice of America und France24, auf Türkisch 90+, umgehen werden.

Auf Türkisch berichtende beziehungsweise sendende Medien sind in diesem Sommer ohnehin ins Kreuzfeuer des Regimes in Ankara geraten. Die Stiftung für politische, wirtschaftliche und soziale Forschung (Seta), ein regierungstreuer Thinktank, der auch in den USA, in Deutschland und in Ägypten Ableger hat, veröffentlichte Anfang Juli einen Bericht, dessen Titel bereits erahnen lässt, wohin die Reise geht: *Die Handlanger internationaler Medienanstalten in der Türkei*.

In diesem „Analyse“ wird nicht nur die Berichterstattung der türkischsprachigen Ausgaben und Sendungen der britischen BBC, der deutschen DW, der US-amerikanischen VoA, des französischen France24, des russischen Sputnik und des chinesischen CRI sowie der britische Tageszeitung *The Independent* beurteilt. Auch das Privatleben einzelner Journalisten in diesen Medien wird analysiert. Sie werden aufgrund ihrer Facebook- oder Twitter-Einträge „bewertet“. Seta behauptet, die Forscher seien so „zu wissenschaftlichen Ergebnissen“ gekommen.

Die genannten Medienanstalten und die meisten der dort beschäftigten Journalisten hätten zum Beispiel in den sozialen Netzwerken „nach Terrorangriffen auf die Türkei weder diese verurteilt noch ihre Trauer bekundet.“ Setas Schlussfolgerung: „Ein bedeutender Teil dieser Medienanstalten, die von sich behaupten, vielfältigen und unabhängigen Journalismus zu betreiben, befinden sich unter den marginalen Türkei-Gegnern.“

Seta „empfiehlt“ den internationalen Medienhäusern dreist, sie sollen ihre Mitarbeitenden überprüfen, die Arbeit der Redaktionen kontrollieren, die amtlichen Erklärungen aus der Türkei mehr Beachtung schenken und keine einseitige Berichterstattung zur Türkei zulassen.

Dabei bleibt zu befürchten, dass das türkische Regime noch nicht sein gesamtes Waffenarsenal und Pulver gegen die Medien verfeuert hat. Und dass es in naher Zukunft weder für die 34 inhaftierten, noch für die noch aktiven Journalisten auch nur einen Schimmer der Hoffnung auf Normalisierung gibt.



Plus
de hauteur

Découvrez le
Lëtzeburger Land
en vous abonnant
gratuitement
durant un mois.

land@land.lu
www.land.lu
téléphone 485757-1



Autour de la Place Saints Pierre et Paul à Hollerich : Église cachée par un panneau autoroutier ; la Friterie Corinn's ; le Chiche, restaurant syrien qui déménagera vers le Limpertsberg

Porte de Hollerich

Le provisoire qui dure

Bernard Thomas

HoBoGa Le Sud de Hollerich, c'est la périphérie urbaine sacrifiée à l'automobile et à son infrastructure : autoroute, stations-essence, garagistes, concessionnaires, lavages de voitures. La rue de Hollerich, cette longue *Ausfallstraße*, héberge le monde interlope des bars et discothèques. Dans ce paysage éclaté, les échoppes évincées du centre-ville continuent à survivre. Au 83 de la rue de Hollerich, un « centre commercial alternatif ». Née de la réaffectation d'un magasin de bricolage, cette oasis post-industrielle abrite le Troc, une cantine italienne, un magasin de « narguilles et accessoires », une friperie second-hand, un antiquaire et un atelier d'impression. En avril, son propriétaire, l'entrepreneur Norbert Friob, a vendu tout le terrain au promoteur belge ImmoBel qui est en train d'y élaborer un PAP.

Plus loin, à quelques pas d'une antenne de l'Administration des contributions directes, une « École d'art contemporain » propose des « Formations certifiées et générales – Tout public ». Au 137, quelque peu en retrait, une maison ouvrière des années 1920. Elle sera prochainement démolie et remplacée par neuf appartements. Sur la palissade, le groupe immobilier Schuler promet aux propriétaires d'« inscrire [leur bien immobilier] dans un patrimoine durable ». Sur deux kilomètres, de la Gare centrale à la sortie de l'A4, la structure urbaine du quartier, avec ses arrière-cours, fabriques et petits ateliers, est peu à peu grignoté par de nouveaux blocs d'appartements portant des noms comme « Shades » ou « Soho », dont les promoteurs promettent une « renaissance du quartier ».

En mai 2019, le gouvernement a classé quatre immeubles supplémentaires sur le site de Heintz van Landewyck (HvL), qui avec son parc et sa piscine, ses hangars et ateliers constitue une ville dans la ville. Le *Bildungsbürgertum* local, dont les Verts sont devenus les représentants politiques, est très attaché à la protection du patrimoine bâti « authentique ». Mais ce préservationnisme ne s'étend pas au caractère social des quartiers. Dans *Capital City* (Verso, 2019), l'urbaniste américain Samuel Stein critique ainsi ses collègues : « Most of the time, planners use 'livability' to describe every urban nicety except the two most closely aligned with people's ability to live – the prices of labor and shelter. »

HoBoGa (Hollerich/Bonnevoie/Gare), qui portait le statut de ville entre 1914 et 1920, est en pleine gentrification ; les prix annoncés pour les maisons ouvrières dépassent désormais le million d'euros. Dans la capitale, la figure de l'expat remplace celle de l'immigré. Entre 2012 et 2018, le nombre de Portugais a chuté de 14 084 à 12 435, alors que le nombre de Français est monté de 14 173 à 20 102.

Le nouveau mot d'ordre à Hollerich, c'est la densification. Actuellement, HvL, Paul Wurth et le Fonds de compensation négocient le remembrement de leurs

terrains avec la commune et l'État, comme une partie de Monopoly grandeur nature. C'est un petit monde : Jürgen Primm, le responsable de Landimmo, la société immobilière de Landewyck, est un ancien d'Agora. Il a pris la relève de Tom Beicht passé au service de la famille Ehlinger (Groupe Schuler).

Du pétrole à l'éco-quartier Durant les trente glorieuses, les Ehlinger avaient fait fortune dans le négoce de combustibles (charbon puis mazout et essence), investissant les bénéfices et plus-values dans la pierre. Le groupe Schuler gère aujourd'hui un portefeuille d'une soixantaine de bâtiments de bureaux. À Hollerich, le territoire des Ehlinger commence de l'autre côté de la route d'Esch, du côté de Cessange. Coincé entre les rails et la sortie de l'A4, c'est une lentille de 3,6 hectares. Un capital foncier fictif, actuellement couvert de parkings, d'ateliers et d'entrepôts.

Il y a dix ans, le Groupe Schuler y avait élaboré un ambitieux projet urbanistique. Sous le nom « Hollerich Village », il proposait de créer un « éco-quartier », « zéro carbone » aux « équipements mutualisés ». Mais le projet s'embourbaait dans les procédures administratives. En avance sur son temps, « Hollerich Village » atterrit au fond d'un tiroir, parmi les dossiers non-prioritaires. En 2016, le groupe Schuler finit par capituler. Son CEO, Xavier Delposen, qui avait porté le projet en interne, quitte le groupe. (Il montera une boîte de consultance spécialisée dans le développement durable.)

Strasbourg-Cessange-Bruxelles Ainsi se termina la première tentative pour développer une petite partie du *no man's land* baptisé « Porte de Hollerich ». Ce mégaprojet urbanistique était apparu en 2004, lorsque la Ville lança un concours international d'idées. Le catalyseur du projet devait être la « gare périphérique internationale » prévue à Cessange. Cette station était supposée accueillir une ligne de TGV en provenance de Strasbourg et à destination de Bruxelles. Décidée en 2003 par les gouvernements belge, français et luxembourgeois, l'interconnexion ferroviaire devait relier les trois capitales européennes. Les CFL avaient calculé qu'en évitant la Gare centrale congestionnée, les trains gagneraient « plus de dix minutes ».

En 2010 encore, Paul Helminger s'envole pour le salon Mipim à Cannes pour vendre sa « boom city » aux investisseurs, en mettant le Ban de Gasperich et la Porte de Hollerich dans la vitrine. Or, côté belge, le projet « EuroCap-Rail » s'ennuie. HvL et Paul Wurth, propriétaires des terrains par lesquels les routes menant vers le nouveau quartier devaient passer, restent dans l'expectative. Quant aux riverains, paniqués, ils annoncent ne partir de leurs maisons que « les pieds devant ». Le « Momentum » était passé. La Porte de Hollerich tombe dans le coma.

Polfer prend le « lead » Le nouveau PAG, voté en 2017, vient de ressusciter ces 35 hectares, les reclassant en zone mixte urbaine. La commune est propriétaire de soixante pour cent des terrains et elle réclame « le lead ». Alors que le PAG était encore en élaboration, la maire Lydie Polfer (DP) approche les cinq propriétaires privés de la zone et leur propose de planifier ensemble un « éco-quartier ». (Lorsqu'on évoque le précédent « Hollerich Village », la maire répond : « Un vrai éco-quartier ne se crée pas sur dix mètres carrés ; on a besoin d'une certaine dimension ».) Il s'agirait, dit-elle, de créer un climat de confiance entre propriétaires : « Nous devons travailler ensemble, *soss bälisse mir op Granit* ». En réalité, les cinq latifundiaires auraient été mal avisés de refuser la proposition de Polfer. Sans la commune, aucun d'entre eux ne pouvait espérer développer ses réserves foncières. Ils sont donc condamnés à suivre la commune.

Il y a quelques semaines, *Le Quotidien* citait Laurent Langer, chef du service urbanisme de la Ville, qui avançait la date de 2030 pour le commencement des travaux à la Porte de Hollerich. En 2007, l'ouverture de la gare périphérique à Cessange était annoncée pour 2014 (puis repoussée à 2016). Le début des constructions des premiers bâtiments se ferait en 2013, lisait-on en 2008. Aujourd'hui ni Lydie Polfer ni son échevin Serge Wilmes (CSV) n'ont fixé une date. Le quartier sera-t-il rapidement développé ? « Rapide ? L'urbanisme ? ! », répond Polfer. « Il s'agit ici de ne pas trop se tromper. Ce quartier va marquer la ville pour les prochaines quarante ou cinquante années. » La Porte de Hollerich et sa vision maximaliste de 3 600 logements ne sera pas pour demain, ni pour après-demain. Il faudra déjà réussir à reloger le dépôt de bus et démonter le P&R Bouillon. En attendant, le conseil échevinal, accompagné des cinq propriétaires privés, entame un pèlerinage à travers Vienne, Rotterdam et Lyon à la recherche d'inspirations urbanistiques.

Le dégel d'une ville Ban de Gasperich, Royal Hamilius, Porte de Hollerich ; les principaux mégaprojets ont été lancés à l'époque Helminger (1999-2011). Dans la dernière édition de *Forum*, le ministre de l'Aménagement du territoire, Claude Turmes (Déi Gréng), fait un étonnant panégyrique de l'ancien *new public manager* libéral : « Wir hatten das Glück, Paul Helminger als Bürgermeister der Stadt Luxemburg zu haben der dafür gesorgt hat, dass seine Stadt die lange Jahre eingefroren war, sich zu einer wahren Hauptstadt entwickeln konnte. » Quand on lui cite ce passage, qui implique que sous ses premiers mandats (1982-1999) le développement de la capitale aurait été paralysé, Lydie Polfer lâche : « Le Plan Joly de 1992, c'est moi qui l'ai fait ! Depuis, le périmètre d'agglomération n'a pas été étendu d'un mètre carré. » Elle revient sur sa « première vie » de maire : « Je n'ai pas peur. Qui a fait le Kaltreis [à Bonnevoie] ? Qui a fait la Sauerwiss [à Gasperich] ? »

PAP, pop-ups et plus-values : Hollerich fait peau neuve

Le tracé du tram va-t-il à l'avenir définir les zones à développer et à densifier ? L'urbanisme de la capitale sera-t-il dicté par le ministre des Transports, François Bausch (Déi Gréng) ? Exaspérée, Lydie Polfer pointe vers la rue de Hollerich sur le Plan Joly, accroché ensemble avec le PAG actuel derrière la table de réunion dans son bureau : « Nous y avons déjà à l'époque défini un gros CMU [coefficient maximal d'utilisation]. » Quant aux futures lignes du tram, Lydie Polfer demande à voir : Il faudrait déjà réussir à atteindre la Kockelscheuer d'ici 2023... Deux tracés sont définis comme « priorité 2 » : le long de la route d'Arlon et le long de rue de Hollerich. Lequel privilégier ? Polfer préfère ne pas se prononcer. « Mais on ne pourra pas faire les deux en même temps. »

Métropolisation gastronomique En attendant le développement de la Porte de Hollerich, de nouveaux modèles économiques y émergent. Stationnée sur le terrain des Ehlinger, entre les camionnettes orange Intralux, la Friterie Corinn's est une cantine populaire cachée qui sert surtout les ouvriers communaux débarquant avec les bennes à ordures.

L'offre culinaire qui s'est développée dans cette zone transitoire est assez atypique pour une ville de taille moyenne ; elle exprime la tendance à la « métropolisation » du Luxembourg. À cent mètres de la friterie, dans le pâté de maisons entre la Place Saints Pierre et Paul et la rue de l'Académie, on trouve quatre excellents restaurants où on peut manger italien (Curiel), marocain (Le Riad) et syrien (Chiche). Dernier venu, The Farm vient d'investir un atelier désaffecté de traiteur, s'arrangeant avec la famille Scholer (Grands Magasins Monopol), propriétaire du site. En l'espace de deux ans, la zone la plus excentrée de la capitale en est devenue le centre gastronomique secret. Or, c'est une éclosion éphémère tributaire de l'avancement des projets des promoteurs immobiliers.

Cousins éloignés du KPL Au 107 route d'Esch, le Circolo Eugenio Curiel se retrouve dans « une situation embarrassante », admet Umberto Picariello membre du comité de l'ASBL. L'ancien siège luxembourgeois du Parti communiste italien, dissous en 1991 et refondé en parti social-démocrate (« On n'a jamais été frère du KPL ; plutôt un cousin éloigné », estime Picariello), est pris en étau par les projets immobiliers qui l'entourent. Une suite de promoteurs est déjà passée prendre langue. « Fort de notre passé, il faut regarder vers l'avenir », déclare Picariello. Ce serait un peu ridicule de se retrouver coincé à droite et à gauche entre des entités modernes. » D'un point

de vue architectural, l'immeuble, acheté en 1971 en rente viagère à une dame âgée (elle mourra en 1983) et rénové durant les weekends par des camarades du parti, n'a rien de particulier.

Mais la trattoria (qui a fait peau neuve et vient d'embaucher une nouvelle cheffe) et les salles de réunion constituent un lieu de mémoire pour la gauche luxembourgeoise, qui y a célébré ses victoires et lamenté ses défaites. « Les camarades sont attachés au site même », dit Umberto Picariello. Il évoque la possibilité d'un échange de mètres carrés, donc d'une réouverture du Circolo au même emplacement mais au rez-de-chaussée d'un building d'appartements.

Dann ass de Bagger do Pitt Pirrotte se retrouvait « sous-occupé », comme il dit. En 2010, il avait vendu l'agence immobilière Inowai qu'il avait fondée en 1999. Depuis, avec son cousin Philippe Fettes, il passait son temps à tenter de développer les neuf hectares de pâturage situés à côté de la gare de Leudelange qu'avaient acquis ses arrière-grands-parents en 1905. (Pirrotte et Fettes avaient ainsi signé une convention avec le président du Fonds du Logement, Daniel Milgten, ce qui avait provoqué une enquête judiciaire qui a débouché sur un non-lieu.)

Pirrotte est également propriétaire d'une maison au 99 route d'Esch, où son grand-père tenait une boucherie. Pirrotte et Fettes ont racheté les quatre maisons voisines avec l'objectif d'y construire un bloc de résidence en briques noires : Cinq étages, 3 500 mètres carrés de surface habitable répartis entre petits appartements. « Une typologie » de logement qui correspondrait à la demande des employés de la Cloche d'Or. « Ce sera très sexy pour des célibataires qui travaillent chez PWC », résume Pirrotte.

Or, en attendant le vote du PAG, les autorisations de bâtir restaient en suspens. Dans l'intervalle, Pirrotte décide de mettre le pâté de maisons à disposition de réfugiés qui fréquentaient le Hariko. Son idée était de créer un restaurant « pop-up », servant de la cuisine syrienne. Deux ans plus tard, le Chiche occupe trois maisons, emploie trente personnes et sert jusqu'à 300 couverts par jour. (Pirrotte estime que, depuis décembre 2017, quelque 90 000 clients y ont mangé.) Son cousin Fettes explique ce succès par le côté authentique des lieux : « Au Luxembourg, tout doit être clean. Il y a peu d'endroits qui soient un peu futti. » Pirrotte, dont la campagne, Isabelle Dickes, a décoré le Chiche le corrige : « Kontrolléiert futti ».

Pirrotte s'est totalement investi au Chiche. On l'y retrouve quasiment tous les jours, accueillant les clients, s'occupant de la comptabilité, changeant les ampoules. Ces jours-ci il travaille d'arrache-pied pour finaliser la transplantation, imminente, du Chiche au Limpertsberg, avenue Pasteur, à l'emplacement d'une ancienne pizzeria. Car le 15 octobre, le pâté de maison route d'Esch sera démolé. « Da kënnt de Bagger ».

Comment prévoir un retournement économique

À la recherche des signes avant-coureurs

Georges Canto

« Les prévisions sont difficiles, surtout lorsqu'elles concernent l'avenir », disait l'humoriste français Pierre Dac (1893-1975). C'est encore plus vrai en matière économique où, pour corser les choses, on a souvent affaire à des « prophéties autoréalisatrices », ce qui signifie qu'il suffit de croire à une prévision pour qu'elle se réalise, surtout dans un sens négatif.

Il est des occasions où la conjoncture économique, sociale et politique permet de prévoir presque à coup sûr une dégradation. En ce mois d'août 2019, les perspectives sont pessimistes au niveau mondial en raison des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine : Goldman Sachs a revu à la baisse ses prévisions de croissance en précisant ne pas s'attendre à un accord commercial entre les deux pays avant l'élection présidentielle américaine de novembre 2020. Pour cause de Brexit, l'économie britannique a connu une récession au deuxième trimestre. La crise politique en Italie laisse craindre la même évolution... sans parler de Hong-Kong.

Mais, paradoxalement, ces cas intéressent peu les experts. Ceux-là craignent par-dessus tout d'être pris de court par un retournement économique inattendu. C'est pourquoi ils sont en quête permanente de signes annonciateurs d'un ralentissement de la croissance, voire d'une récession ou même d'une vraie crise. Ces efforts ne sont pas toujours couronnés de succès, mais, comme chacun sait, il n'est pas nécessaire de réussir pour persévérer.

La littérature professionnelle et académique foisonne de travaux sur les indicateurs d'alerte. Legg Mason en a identifié une bonne douzaine mais il en existe probablement davantage. Notons d'abord que les experts préfèrent des faits et des comportements effectifs. Ils ne sont pas très portés sur les enquêtes de conjoncture, indices de confiance des ménages et autres indicateurs sur le moral des chefs d'entreprise dont le pouvoir prédictif est réputé faible.

D'autre part, ils ne cherchent pas forcément à connaître la possible relation de causalité qui peut exister entre l'évolution d'un indicateur et celle de l'économie générale. Seule la corrélation les intéresse, idéalement avec un décalage dans le temps qui autorise justement la prévision. Examinons les plus courants.

Dans de nombreux pays les cours des actions font partie des indicateurs avancés de l'évolution conjoncturelle, car pour les économistes la bourse est un domaine où il faut anticiper, et où l'on « achète l'avenir ». Une hausse des cours est considérée comme un bon indicateur de la croissance à venir, et inversement plusieurs études dans les années 80 ont montré que les

Trouver la corrélation, idéalement avec un décalage dans le temps, pour prévoir un retournement économique

cours commençaient à fléchir juste avant le début d'une phase de récession économique. Mais de nombreux travaux empiriques et théoriques ont réfuté l'existence de cette relation et au final il ne semble pas y avoir de corrélation évidente entre la croissance économique et le caractère haussier ou baissier des marchés financiers dont la volatilité a tendance à augmenter même à moyen terme.

Le cours de l'or est un autre indicateur-clé. Mi-août 2019, l'once d'or se négocie à environ 1 507 dollars, un niveau qui n'avait plus été atteint depuis 2013. Cela représente une hausse de 26,4 pour cent sur un an, dont 15,8 pour cent sur les trois derniers mois. Or il existe traditionnellement une corrélation négative entre les cours de l'or et la situation économique mondiale, le métal jaune étant une valeur refuge pour les épargnants qui craignent la survenance d'une crise. Ce lien s'est renforcé au milieu des années 2000 : à ce moment les cours de l'or ont plus augmenté en quatre ans qu'ils ne l'avaient fait pendant les trente années précédentes, passant de 415 dollars en 2004 à plus de mille en mars 2008. Le prix de l'once a ensuite quasiment doublé au cœur de la crise, en frôlant les 2 000 dollars en 2011.

La hausse actuelle du cours de l'or peut être interprétée négativement car depuis le premier janvier 2019, elle a été de 17,8 pour cent supérieure à celle des principaux indices boursiers (plus 10,4 pour cent pour le DAX, 12,7 pour cent pour le Dow Jones, 13,3 pour cent pour le MSCI World). Mais la corrélation reste positive et il existe plusieurs bémols.

La corrélation négative n'est pas régulière dans le temps : ainsi entre mars et décembre 2008, l'or a chuté de trente pour cent, en même temps que les marchés d'actions du monde entier. D'autre part la hausse de demande d'or est pour l'essentiel due, non à des investisseurs, mais à des banques centrales, comme celles de Russie, d'Inde, de Turquie et de Chine, soucieuses de moins dépendre du dollar et de la dette américaine. La demande, et donc le prix, sont aussi dépendants de décisions

de pays comme l'Inde, le plus important acheteur d'or au monde (avec mille tonnes par an). En 2012 puis en 2016, ce pays a instauré une taxe sur les importations d'or dans le but de réduire son déficit commercial et d'éviter la thésaurisation.

L'évolution des cours des matières premières est plus difficile à interpréter. Une chute des prix peut laisser présager une stimulation de la croissance. Mais on peut aussi la voir comme le signe d'une diminution de la demande et comme l'amorce d'un retournement. Le cas du pétrole corrobore la première hypothèse. Une étude de la Fed de New-York sur la chute du cours du baril de Brent en 2018 (moins 27,3 pour cent entre début juillet et début décembre) montrait que le ralentissement de la demande n'expliquait qu'un cinquième de la baisse, l'essentiel étant dû à la politique de production des pays exportateurs. Une autre étude a montré qu'au bout de deux ans, un repli permanent de 25 pour cent des prix du pétrole a un impact positif d'environ un pour cent sur le niveau du PIB réel aux États-Unis et de 0,7 pour cent en zone euro.

Les autres matières premières illustrent plutôt le second cas. Ainsi la Banque d'Angleterre a démontré que « les prix des métaux sont fortement et rapidement corrélés à l'activité économique mondiale et constituent un bon élément de prévision des mouvements à court terme du PIB ». Ce lien, significatif du point de vue statistique, ne laisse pas d'inquiéter quand on observe l'évolution récente des cours. Sur un an, et en mettant à part l'or et l'argent, seuls ceux du nickel et de l'uranium ont augmenté. Les prix de tous les autres métaux importants ont stagné (plomb) ou baissé dans des proportions parfois importantes : moins quatorze pour cent pour l'étain, moins 25 pour cent pour l'aluminium et même moins trente pour cent pour l'acier. La baisse des prix des métaux annonce peut-être le ralentissement de la croissance mondiale.

Mais l'indicateur qui paraît le plus convaincant est connu sous le nom « d'inversion de la courbe des taux ». Dans une situation normale, pour autant que cet adjectif ait un sens, les taux d'intérêt à long terme sont supérieurs aux taux à court terme. C'est logique pour les économistes, pour qui l'intérêt est « le prix du temps ». Mais quand la différence s'amenuise, et a fortiori quand les taux longs deviennent inférieurs aux taux courts, c'est un signal très défavorable.

Aux États-Unis, la différence entre le rendement à dix ans et le rendement à un an des titres du Trésor américain, qui était jusqu'alors positive, est récemment devenue négative, ce qui s'explique entre autres par une forte demande d'obligations. Les titres de dette américaine font figure de valeur refuge en raison des craintes liées au contexte

géopolitique. Et quand la demande augmente, le rendement tend à baisser.

Dans le passé, cette situation s'est produite environ un an avant chacune des neuf récessions enregistrées dans ce pays depuis 1955 par le National Bureau of Economic Research. Mis en évidence dès 1965, le phénomène a surtout été étudié à partir des années 80 et il a été également observé dans la zone euro. À noter que début août 2019, l'Allemagne, dont la croissance ralentit pourtant pour des raisons structurelles, et qui empruntait déjà à un taux de moins 0,5 pour cent à dix ans, emprunte désormais à taux négatif à un horizon de trente ans.

Avant la crise de 2008, plusieurs personnalités comme Alan Greenspan, alors à la tête de la Fed, avaient pourtant estimé que le pouvoir prédictif de la courbe des taux avait largement disparu et que les circonstances étaient différentes en raison des changements structurels intervenus dans le temps. Les taux à court terme dépendant largement des politiques conjoncturelles, les ins-

titutions en charge (Fed ou BCE par exemple) peuvent toujours intervenir pour « redresser » la courbe. Mais leur marge de manœuvre est très faible. En zone euro elle est quasi-inexistante contrairement aux États-Unis où Donald Trump exerce de fortes pressions sur la Fed.

Malgré cela, début août, l'écart entre les rendements de titres du Trésor américain à trois mois et à dix ans a atteint moins 32 points de base (soit 0,32 pour cent) son niveau le plus élevé depuis 2007. Bien qu'il soit en territoire négatif depuis des mois, il s'est brutalement creusé, avivant les craintes d'un retournement. Dès le printemps 2019, des experts belges* considéraient déjà que, selon la courbe des taux, il existait une probabilité de 45 pour cent que les États-Unis basculent en récession entre les douze et 18 mois suivants, c'est-à-dire au milieu de l'année 2020.

* Bruno De Backer, Marjolein Deroose & Christophe Van Nieuwenhuyze, « Is a recession imminent? The signal of the yield curve », Banque Nationale de Belgique, *NBB Economic Review*, mai 2019.

Chronique Internet

Huawei lance son système d'exploitation

Jean Lasar

Accusé d'espionnage parce que ses routeurs sont suspectés de moucharder à Pékin, menacé par les sanctions de la guerre commerciale sino-américaine, le groupe de technologie chinois Huawei a annoncé début août le lancement de son propre système d'exploitation. Une démarche grâce à laquelle il espère pouvoir continuer d'écouler ses produits si ces sanctions devaient le priver d'accès à l'omniprésente plateforme mobile Android de Google. En présentant ce système, baptisé HarmonyOS, Hongmeng en mandarin, lors d'une conférence à Dongguan, le responsable du segment électronique grand public du géant chinois, Richard Yu, a mis en avant son utilisation dans les accessoires de l'Internet of Things (IoT).

Pour l'instant, Huawei continue d'installer Android sur ses téléphones, suggérant que ce serait également le cas pour son prochain modèle haut de gamme. Mais la perspective que les sanctions contraignent Google à couper définitivement les ponts a poussé Huawei à travailler sur une solution de repli, initiée il est vrai il y a quelques années lorsque les États-Unis ont commencé à accuser l'entreprise d'espionnage par le truchement des infrastructures des réseaux 5G et d'opérations commerciales avec l'Iran contraires aux sanctions américaines à l'encontre de ce pays. L'incertitude continue de régner à ce sujet, puisque le secrétaire au commerce des États-Unis, Wilbur Ross, a indiqué que Washington pourrait émettre des licences pour permettre à des entreprises américaines de travailler avec Huawei lorsque cela ne représente pas de « risque pour la sécurité nationale ».

D'un autre côté, après la récente annonce de 300 milliards de droits de douane supplémentaires sur des produits chinois, on ne peut pas vraiment prétendre assister à une détente dans le conflit commercial. Dans cette perspective, Huawei risque de se retrouver sans accès aux mises à jour d'Android, un handicap pratiquement insurmontable pour son activité smartphones.

HarmonyOS est présenté par ceux qui ont pu le tester comme une solution intéressante et innovante. Richard Yu a souligné sa versatilité, sa rapidité et sa sécurité. Huawei affirme que HarmonyOS gère mieux qu'Android les priorités d'accès aux ressources. Voilà pour les avantages que le géant chinois peut espérer tirer de HarmonyOS. Mais il ne faut pas sous-estimer les conséquences négatives qui pourraient en découler. L'univers des mobiles est dominé par iOS, la plateforme d'Apple, et Android, qui est piloté par Google, et leurs écosystèmes d'applications mobiles respectifs, App Store et Play Store. Les autres systèmes d'exploitation ont des parts de marché négligeables. Quelles que soient leurs performances techniques, cela représenterait un tour de force pour Huawei de faire en sorte que ses smartphones bénéficient d'un bouquet d'applications tant soit peu équivalent.

Huawei, dont les smartphones sont présentés par son marketing agressif comme des challengers des iPhones et Samsung de dernière génération, joue donc gros avec HarmonyOS. Si la firme devait, du jour au lendemain, se résoudre à vendre ses appareils sans Android, elle risquerait de voir partir bon nombre de ceux qui ont été séduits, notamment par leurs performances en matière de photographie. Devenant ainsi une victime très visible de l'affrontement entre les États-Unis et la Chine.



Une baisse du cours du pétrole peut traduire une stimulation de la demande et non son retournement.

Stirners Prothese

Romain Hilgert

Anfang Mai richteten Bauarbeiter im südlichsten Teil des Stadtparks, der sich im Westen auf den ehemaligen Wällen und vorgelagerten freien Flächen der Festung um die Innenstadt legt, dort wo der Park nur durch die Avenue Marie-Thérèse vom Petrusstal getrennt ist und ein kleiner, von manchen Spaziergängern sicher „zauberhaft“ genannter Teich mit Schilf und Enten und sogar einer kurzen Brücke angelegt ist, auf der sich Fußgänger und Radler immer wieder in die Quere kommen, dort richteten Bauarbeiter auf der freien Wiese und ohne erkennbaren Nutzen einen schätzungsweise vier Meter hohen verkleideten Träger auf, der eine an den Mastkorb eines Segelschiffs erinnernde Plattform trägt, und eine schräge Stahlleiter, die nicht einmal auf halber Höhe durch eine enge Drahtröhre bis zum schmalen, nur eine Person fassenden Korb führt.

Einige Tage später, am frühen Nachmittag des 21. Mai, weihten in einer kurzen Zeremonie einige Bekannte, Museums- und Gemeindevertreter das Bauwerk ein, das laut einer einige Schritt entfernt aufgestellten Tafel „Stirner Prothese“ heißt und „für die Dauer der Retrospektive Bert Theis im Mudam“, das heißt bis zum 25. August, von der Stadt Luxemburg „präsentiert“ wird.

Die *Stirner-Prothese* – der vor drei Jahren verstorbene Künstler gebrauchte im Deutschen völlig zu Recht einen Bindestrich – kann „auf eigene Gefahr“, wie es mit institutioneller Vorsicht auf der Tafel heißt, bestiegen werden und bietet sich so als Aussichtsplattform an. Damit greift sie gleich zwei Motive auf, die in Bert Theis' immer auch politischer Arbeit wiederholt vorkommen: die Plattform, die zum beschaulichen Entschleunigen in einer Welt einlädt, deren Rhythmus sich durch die Verkürzung der Kapitalzirkulation beschleunigt, und der Hochsitz, der einen distanzierten Überblick auf die hinter einem Verblendungszusammenhang verborgenen Verhältnisse ermöglichen soll.

Bert Theis hatte die *Stirner-Prothese* im Jahr 2000 für die Skulpturensammlung im Englischen Garten der Evangelischen Akademie Tutzing am Starnberger See bei München entworfen. Dort standen zwei korinthische Säulen scheinbar nutzlos herum: „An eine der Säulen sollte eine filigrane Metallprothese angebracht werden als Fremdkörper aus der funktionellen Welt des Schiffs-, Eisenbahn- und Industriebaus in der neoklassischen Idylle des Parks“, erzählte er in *Bert Theis, Some Works* (Cantz, Ostfilder-Ruit, 2003, S. 103). „Sie sollte jeweils von nur einer Besucherin oder einem Besucher bestiegen werden können, die das Bedürfnis verspüren sich zu isolieren. Das Konzept der Stirner-Prothese beinhaltet die Ablehnung einer eindimensionalen Sichtweise und Nutzung, so wie der Stirner'sche Individualismus anarchistisches Verhalten und Verweigerung jeder Kontrolle beinhaltet: Der „Einzig“ kann sich mit einem Buch auf die Säule zurückziehen, sich auf die Plattform setzen und jedem anderen den Zutritt verwehren.“

Der in Bayreuth geborene Flötenmachersohn Johann Caspar Schmidt (1806–1856) soll als Kind wegen seiner hohen Stirn von Mitschülern als „Stirner“ gehänselt worden sein. Als Student besuchte er in Berlin Vorlesungen von Georg Wilhelm Friedrich Hegel und wurde zu dessen demokratischem, atheistischem Schüler, wie Ludwig Feuerbach, Bruno Bauer, Arnold Ruge, Karl Marx und Friedrich Engels. 1844 veröffentlichte er unter dem Pseudonym Max Stirner das Buch *Der Einzige und sein Eigentum* (Otto Wigand, Leipzig, 1845). Veleorts wurde das ganz und gar unerhörte Buch umgehend verboten (nicht so in Luxemburg, trotz des Drucks des preussischen Gesandten [Gast Mannes, Josiane Weber, *Zensur im Vormärz*, BNL, Luxemburg, 1998, S. 96]).

Die Junghegelianer hatten sich von Gott befreit, Stirner wollte sich auch vom Idealismus befreien, „nicht bloß den Geisterglauben, sondern auch den Geistesglauben“ ablegen (S. 93), anschließend der Moral, dem Recht und dem Staat den Krieg erklären, denn „Recht – ist ein Sparren, erteilt von einem Spuk“ (S. 276), und „jeder Staat ist eine Despotie“ (S. 257). „Mir, dem Egoisten, liegt das Wohl dieser ‚menschlichen Gesellschaft‘ nicht am Herzen, Ich opfere ihr nichts, Ich benutze sie nur; um sie aber vollständig benutzen zu können, verwandle Ich sie vielmehr in mein Eigentum und mein Geschöpf,

d.h. Ich vernichte sie und bilde an ihrer Stelle den Verein von Egoisten“ (S. 235). Fichte gab er zurück: „Allein nicht das Ich ist Alles, sondern das Ich zerstört Alles [...] Ich bin meine Gattung, bin ohne Norm, ohne Gesetz, ohne Muster u.dgl.“ (S. 239). „Der Egoismus befiehlt: ‚Greife zu und nimm, was Du brauchst! Damit ist der Krieg Aller gegen Alle erklärt. Ich allein bestimme darüber, was Ich haben will“ (S. 341).

Bei seinem Erscheinen sorgte das skandalös egoistische Manifest für Aufsehen und Kritik. Unter dem Titel *Sankt Max* hinterließen Karl Marx und Friedrich Engels eine 430 Seiten lange, spotttiefende Polemik: „Der hohlste & dürftigste [S]chädel unter den Philosophen mußte die Philosophie damit ‚verenden‘ lassen, daß er seine Gedankenlosigkeit als das Ende der Philosophie & damit als den triumphierenden Eingang in das ‚leibhaftige‘ Leben proklamierte“ (MEGA¹, I/5, S. 506). Sie wurde erst posthum zusammen mit anderen Manuskripten als *Deutsche Ideologie* veröffentlicht. Nach der Revolution von 1848 flaute das Interesse an dem Buch ab, das später Anklang finden sollte bei Benito Mussolini, Martin Heidegger, Carl Schmitt, dem Waldorf-Erfinder Rudolf Steiner, dem Sankt-Vither Großvater des Beki, Silvio Gesell... Anarchisten beriefen sich auf ihn und heute tun es noch grünbraune Libertäre.

Obwohl der Begriff kein einziges Mal im *Einzigem und sein Eigentum* auftaucht, gilt Max Stirner als einer der Väter des Solipsismus, der den Subjektivismus bis zum Verdacht treibt, dass die ganze Welt bloß eine Sinnestäuschung des einzigen Einzelnen ist. Vielleicht als Spiegelbild des in der Provinz isolierten Intellektuellen ist das Hauptwerk des am wenigsten unbekannten der Luxemburger Philosophen, Jules Prussen, eine *Apologie du solipsisme* (Institut grand-ducal, Luxemburg, 1986), so wie Außenminister Jean Asselborn (LSAP) am 12. November 2014 in der deutschen Fernsehsendung *Anne Will* die engen Verhältnisse zum Vorwand nahm: „Wir haben keinen Platz für Häuser, nur für Briefkästen.“

Bert Theis mag vom extremen Anarchismus Stirners angezogen gewesen sein. Sicher ist der Titel seines Werks in Verbindung mit der Vorstellung einer Prothese auch ironisch gemeint. Er hatte über Architekturprothesen nachgedacht und verstand sie als „Erweiterungen bestehender Architekturelemente. Prothesen für Baukörper. Glieder, die temporär an existierende Konstruktionen angeschlossen werden. Korrekturvorschläge, die Mängel beheben oder die Palette der Funktionen erweitern. Sie können flexibel für alle möglichen Gebäudetypen und Architekturelemente entworfen werden.“ (*Bert Theis, Some Works*, S. 101).

Doch „[d]iese Auftragsarbeit für die Parkanlage der Evangelischen Akademie am Starnberger See nahe München wurde nicht realisiert. Gab es Einwände gegen eine Würdigung des atheistischen Hegelschülers, dem Philosophen des Solipsismus?“, fragte sich der Künstler (*Bert Theis, Some Works*, S. 101). Erst 20 Jahre später wurde nun die *Stirner-Prothese* im Rahmen der großen Bert-Theis-Retrospektive doch noch verwirklicht. Kannten etwa – anders als die Evangelische Akademie bei München – das gutbürgerliche Musée d'art moderne grand-duc Jean und die rechtsliberale Stadtverwaltung Stirners Werk gar nicht? Oder hatten sie es, im Gegenteil, vielleicht gründlicher gelesen und sich darin wiedererkannt?

Es gibt einen entscheidenden Unterschied zwischen dem von Bert Theis geplanten Werk und seiner Verwirklichung: Die *Stirner-Prothese* ist keine Architekturprothese mehr. Sie wurde nicht an dem ebenfalls im Stadtpark stehenden, säulenförmigen Amaliendenkmal angebracht, um dieses zu erweitern oder zu korrigieren, sondern an einem eigens dazu aufgestellten Zylinder. So scheint die *Stirner-Prothese* zu einem Ersatzkörperteil ohne Körper, zu einer Prothese ohne These gemacht worden zu sein.

Doch in Wirklichkeit ist nun auch der Körper Prothese, und mit dem veränderten Kontext änderte sich die Bedeutung des Kunstwerks. Aus dem Sinnzusammenhang gerissen, wird der Aussichtsturm in seiner neuen Autonomie zu einem freistehenden Denkmal für Max Stirner und dessen Evangelium des Egoismus. Es gibt den Blick frei auf das, was *Das Einzige und sein Eigentum* philosophisch zu überhöhen versuchte: das Weltbild der Krämerkrämer, die keine Welt kennen und keine wahrhaben wollen außerhalb ihres Krämerladens, die den Staat für eine Despotie halten und vom Konkurrenzkampf aller gegen alle aufgefressen werden. Hatte nicht schon Adam Smith ihnen Recht gegeben: „It is not from the benevolence of the butcher, the brewer, or the baker, that we expect our dinner, but from their regard to their own interest“ (*An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations*, Strahan & Cadell, London, 1776, S. 17). Die Mittelstandspartei regiert seit fast einem Jahrhundert die Stadt, im Gegenzug schenkte ihre Union commerciale der DP vor kurzem eine Präsidentin und Ministerin. Denn „[i]n den Verein bringst Du deine ganze Macht, dein Vermögen, und machst Dich geltend, in der Gesellschaft wirst Du mit deiner Arbeitskraft verwendet“, so Max Stirner (S. 417).

In mondlosen Nächten steigt vielleicht sogar der Geist einer englischen Krämertochter auf die für eine einzige Person gedachte Plattform und schreit mit ihrer krächzenden Stimme den Scharen über die Baumwipfel kreisender Fledermäuse zu: „And, you know, there's no such thing as society!“

„Allein nicht das Ich ist Alles, sondern das Ich zerstört Alles [...]. Ich bin meine Gattung, bin ohne Norm, ohne Gesetz, ohne Muster u.dgl.“ – Max Stirner



Einfach so Besitz vom Staat

Jordi Pep

Dieses Jahr feiert die Bauernzentrale ihr 75-jähriges Jubiläum. 50 Jahre zurück liegt der Zorn der Bauernopfer über das ausgesprochen spezielle landwirtschaftliche Erbrecht, das die Abgeordnetenkommission 9. Juli 1969 verabschiedete, und verliert dementsprechend an Wahrnehmung. Das landwirtschaftliche Erbgesetz kam auf vehementen Druck der Bauernzentrale, der einst alleinigen Bauerngewerkschaft, zu Stande. Für die Nachkommen eines Landwirtes, die den Hof nicht fortführten, sollte sich die neue Regelung als eine erschreckend arge Geringschätzung herausstellen.

Verlockung Reichserbhofgesetz

Bis dahin hatte seit Anfang des 19. Jahrhunderts der *Code Napoléon* mit der Devise „Freiheit, Gleichheit, Brüderlichkeit“ das allgemeine Erbrecht bestimmt, das der Bauern auch. Im Erbfall konnte ein Bauernhof weiterbestehen, sofern alle Erben einwilligten und jeder von ihnen den gleichen Anteil am Familienvermögen erhielt. Zum Äussersten kam es selten, da die Eltern meist schon sehr früh ihr Erbe familienintern regelten und für einen korrekten Ausgleich unter all ihren Kindern sorgten. Diese Regelung konnte vereinzelt bei jungen Bauernfamilien, die den ungeteilten Hof ihrer verstorbenen Eltern bewirtschafteten, zu Notlagen führen. Im Todesfall des Jungbauern konnten dessen Geschwister die Witwe samt Kindern des Hofes verweisen und frei über die Hofgüter verfügen.

Bereits in der Zwischenkriegszeit gab es diverse Bestrebungen der Bauernschaft für eine Abänderung des Erbrechts.

1933 führten die Nazis im Deutschen Reich die Reichserbhofgesetzgebung ein. Damit wollten die Nazis einer möglichen ökonomischen Schieflage eines Hofes im Erbfall entgegenwirken. Sie wollten verhindern, dass der Hof unter den Kindern des Bauern aufgeteilt würde. Da dabei die anderen Kinder des Bauern diskriminiert wurden, sorgten die Nazis für einen Ausgleich. So musste der Hoferbe für die Erziehung und die Ausbildung seiner Geschwister aufkommen.

Die Nazi-Regelung sorgte für rege Diskussionen in der luxemburgischen Jungbauernschaft.

Nach dem Zweiten Weltkrieg und gleich nach ihrer Gründung organisierte die Bauernzentrale unter den Landwirten ein Referendum über das Erbrecht. Die ganz große Mehrheit der Teilnehmer sprach sich für die Gleichbehandlung all ihrer Kinder im Erbfall aus, also gegen die „Erbhoflösung“. Auch war die Mehrheit gegen die verfügte, komplette Übergabe des Hofes an nur eines ihrer Kinder. Statt-

dessen müsse jedes Kind den Anteil erhalten, der ihm legitim zustehe.

Auf einer Tagung des Jungbauern- und Jungwinzerbundes im Jahre 1947 rief Präsident Charles Wirtgen dazu auf, „alle Bauernprobleme nach den Gesetzen der Gerechtigkeit und Nächstenliebe zu lösen“. Es müsse die Möglichkeit geschaffen werden, dass der neue Besitzer den Hof zum Ertragswert übernehmen kann. Die anderen Erben müssten so entschädigt werden, dass für sie kein Nachteil entsteht (*Luxemburger Wort* vom 23. April 1947).

Der Bauernzentrale, die sowohl als rechtmäßige Landwirtschaftskammer als auch als monopolistischer Agrarkonzern fungierte, folgte jedoch verstärkt anderen Maßstäben. Sie argumentierte, bei der Bauernerbfolge müssten unbedingt rentabilitäts- und vor allem profitorientierte Regelungen geschaffen werden. Alle Faktoren, die dem Bauern finanzielle Belastungen verursachten, müssten auf den Prüfstand, und hierzu gehörten auch die Bestimmungen des Erbrechts. Dieses müsse endlich an die neue Agrarökonomie der Ende 1950-er/Anfang 1960-er Jahre und an einen gemeinsamen europäischen Markt angepasst werden.

Schon 1948 hatte die Bauernzentrale der Regierung vereinzelt Maßnahmen vorgeschlagen, die auch, wie zum Beispiel der aufgeschobene Lohn für den Betriebserben im Jahre 1964, von der Abgeordnetenkommission verabschiedet wurden. Mit dem aufgeschobenen Lohn wird den Familienmitgliedern, die auf dem Hof hauptberuflich gearbeitet haben, ein Entgelt gesetzlich garantiert. Ebenfalls 1964 wurde einer künftigen Aufspaltung der Ländereien durch das Flurneuordnungsgesetz Einhalt geboten.

Nachdem 1966 auf die Krise der Regierung Werner-Gravatte I die Regierung Werner-Gravatte II folgte, brachte der neue Justizminister Jean Dupong Anfang 1967 eine langjährige Forderung der Bauernzentrale als Gesetzentwurf ins Parlament, der veranlassen sollte, dass die Erziehungsausgaben, die Bildungskosten und der so genannte „Trousseau“ der Bauernkinder dem Erbe angerechnet werden müssten. Gab es nicht schon ähnliche Ideen im Nazi-Reichserbhofgesetz von 1933? Nach und nach schien der Zug aus Richtung „Freiheit, Gleichheit, Brüderlichkeit“ des Code Napoleon in Richtung „Bauernherrentum“ einer Erbhof-Regelung ins Rollen zu kommen.

Jean Dupong war ein Verwandter von Mathias Berns, dem mächtigen Generalsekretär der Bauernzentrale. Der Umstand sollte später noch eine wichtige Rolle spielen, da dadurch eine direkte Weitergabe der Forderungen der Bauernzentrale an die Regierung erleichtert wurde.



Luxemburg steht mit dem Ertragswert bei der Erbteilung fast allein auf internationaler Flur



Über mehrere Jahre arbeitete die Bauernzentrale an einem Gesetzesvorschlag zum Bauernerbrecht, den sie 1965 der Regierung zukommen ließ

Über mehrere Jahre arbeitete die Bauernzentrale an einem Gesetzesvorschlag zum Bauernerbrecht, den sie 1965 der Regierung zukommen ließ. Hierbei beriet sie Robert J.F. Randier, ein französischer Fachanwalt für Agrarrecht und Professor am Institut des Hautes Études de Droit rural et d'Économie agricole. Der Text, für den man sich teils auf die französische, teils auf die schweizerische Gesetzgebung bezogen hatte, sah fünf grundsätzliche Umänderungen vor:

- Der Fortbestand des ungeteilten Bauernbetriebes: Die Fortdauer der landwirtschaftlichen Betriebseinheit sollte im Todes- oder Trennungsfall absichert werden.
- Die erzwungene Abgabe des persönlichen Erbanteils (auch begünstigte Zuteilung genannt): Dadurch sollte der Hof als wirtschaftliche Einheit erhalten und die Erbfolge im Interesse des Neubauern geregelt werden.
- Die Taxierung des Betriebs aufgrund des Ertragswertes: Die Ermittlung des Hofwertes (Haus, sonstige Gebäude, Ländereien, Vieh, Maschinen, sonstiges Material und so weiter) sollte über den landwirtschaftlichen Ertragswert bestimmt werden und nicht wie bis nun über den Realwert.
- Der zusätzliche obligatorische Ausgleich unter allen Miterben nach dem gewinnbringenden Verkauf einer Betriebsimmobilie: Um den Spekulationsabsichten des Jungbauern entgegenzuwirken, sollte binnen zehn Jahren der lukrative Verkauf einer Betriebsimmobilie zu einer Entschädigung der Miterben führen.

Die „Bauerngerichte“: Zur rechten Lösung der befürchteten Rechtsfragen betreffend die neue Gesetzgebung sollten Gerichte geschaffen werden. Drei Richter sollten von zwei Bauern assistiert werden.

Institutionelle Spannungen

Die Regierung übernahm den Gesetzesvorschlag der Bauernzentrale nahezu komplett, bis auf den Punkt, der die obligatorische Ausgleichszahlung an die Miterben bei gewinnbringendem Verkauf von Betriebsimmobilien betraf: Dort schlug die Regierung eine Verkaufsfrist von zwanzig statt zehn Jahren vor. Die von ihr geänderte Fassung reichte die Regierung weiter zur Begutachtung an den Staatsrat.

Nach dem Zweiten Weltkrieg organisierte die Bauernzentrale unter den Landwirten ein Referendum über das Erbrecht. Die ganz große Mehrheit der Teilnehmer sprach sich für die Gleichbehandlung all ihrer Kinder im Erbfall aus, also gegen die „Erbhoflösung“

Wenn auch der Staatsrat sich in seinem Gutachten vom 5. April 1968 mit den Prinzipien der Einheit und der Kontinuität des ungeteilten Bauernbetriebes sowie der erzwungenen Übergabe des Erbanteils des elterlichen Hofes an den Jungbauern einverstanden erklärte, war dies bei der Taxierung des Hofes aufgrund des Ertragswertes und bei den sogenannten Bauerngerichten nicht der Fall. Die Wertermittlung auf Basis des Ertrages gefiel dem Staatsrat nicht: „En l'occurrence il est proposé non seulement de ne plus laisser aux copartageants leur part en nature, mais encore de leur refuser l'équivalent de leur part héréditaire.“ Er schlug vor, sich am Gutachten der Notariatskammer zu orientieren, welches festhielt, dass bei gültiger Einigung im Erbfall der eingetragene Wert des Bauernhofes bei rund drei Viertel des Realpreises läge.

Allein die Schweiz bestimmte damals die Taxierung des Bauernhofes über den Ertragswert. Konnte dabei der Ertragswert nicht ermittelt werden, zählten automatisch drei Viertel des Realpreises.

In Rechtsangelegenheiten forderte die Bauernzentrale in ihrem Gesetzesvorschlag zwei Bauernbeisitzende am Gericht. Sie begründete ihre Forderung

damit, dass Bauernfragen zu kompliziert und zu technisch seien und es hierzu Agrarfachleute bedürfe. Der Staatsrat war strikt gegen die Bauerngerichte, da dies eine unannehmbar starke Einschränkung der richterlichen Eigenständigkeit sei. Irgendwie geriet das Gutachten des Staatsrates in die Hände der Bauernzentrale; keiner weiß, wie.

In einem Zusatzgutachten vom 2. Mai 1968 stemmte die Bauernzentrale sich heftig gegen das Gutachten des Staatsrates. Mit dem Argument, dem Interesse der Landwirtschaft müsse Rechnung getragen werden, verlangte sie weiterhin die „Bauerngerichte“. Ebenso stellte sie sich kategorisch gegen die obligatorischen Ausgleichszahlungen an die Miterben nach dem gewinnbringenden Verkauf einer Betriebsimmobilie innerhalb von 20 Jahren, wie die Regierung und der Staatsrat es vorschlugen. Sie beharrte auf ihrem Vorschlag von maximal zehn Jahren.

Den Standpunkt des Staatsrates zur Ermittlung des Betriebswertes wies sie rigoros zurück. Die Taxierung über den landwirtschaftlichen Ertragswert müsse zurückbehalten werden, da sonst ein Sondergesetz des bäuerlichen Erbrechts keinen Sinn mache.

Nach starkem gesellschaftlichem Gegenwind musste die Bauernzentrale auf die „Bauerngerichte“ verzichten. Stattdessen forderte sie nun drei obligatorische Experten bei Gericht, wobei einer von der Bauernzentrale zu bestimmen sei. Am 11. Juli 1968 verabschiedete die Abgeordnetenkommission in erster Lesung das landwirtschaftliche Erbrecht so wie von der Bauernzentrale vorgeschlagen – bis auf den strittigen Punkt der „Bauerngerichte“. Aufgrund des negativen Gutachtens des Staatsrates musste das Erbgesetz zur zweiten Lesung in die Abgeordnetenkommission.

In dem Gutachten hierzu vom 22. Oktober 1968 zeigte sich der Staatsrat zutiefst erbost darüber, dass ihm vor dem ersten Votum der Abgeordneten das Hauptgutachten der Bauernzentrale vorenthalten wurde, während das Gutachten des Staatsrates der Bauernzentrale zwecks Prüfung zugestellt worden war: „De toute façon, le Conseil ne saurait admettre que les chambres professionnelles refusent de se prononcer jusqu'au moment où le Conseil d'État, las d'attendre et cédant aux instances du Gouvernement, formule son avis et que, dans la suite, cet avis

Seit 50 Jahren besteht das Bauernerbrecht mit seinen Sonderregelungen, die die Bauernzentrale wollte. Seitdem werden Hoferben gegenüber ihren Geschwistern bevorzugt behandelt

soit transmis pour observations aux chambres professionnelles récalcitrantes.“

So blieb der Staatsrat trotz enormen öffentlichen Drucks der Bauernzentrale weiterhin der Ansicht, den Wert des Bauernbetriebs im Erbfall auf drei Viertel des Normalwertes zu taxieren, da in keinem Land des gemeinsamen europäischen Marktes nach dem Ertragswert des Hofes geschätzt würde. Auch bei der Ausgleichszahlung an die Miterben im Falle des vorzeitigen gewinnbringenden Verkaufs der Betriebsimmobilien sah sich der Staatsrat einer groben Nötigung durch die Bauernzentrale ausgesetzt, erklärte sich aber einverstanden mit der vorliegenden Empfehlung der Regierung, die Frist auf zehn Jahre innerhalb und auf zwanzig Jahre außerhalb des Perimeters festzulegen. Bei den Streitprozeduren, den „Bauerngerichten“, blieb der Staatsrat unnachgiebig und gab erneut ein negatives Gutachten.

Daraufhin setzte die Abgeordnetenkammer eine Spezialkommission ein, bestehend aus Adrien van Kauenbergh, Präsident, sowie den Mitgliedern Albert Berchem, Frankie Hansen, Joseph Herr, Robert Krieps, Marcel Schlechter, Arthur Useldinger, Jean Winkin und Charles Wirtgen. Tony Biever war ihr Berichterstatter. Für sie alle standen vorwiegend die Rationalisierung und die Produktivität der Bauernbetriebe hinsichtlich der Anforderungen des gemeinsamen europäischen Marktes im Mittelpunkt. Zu den umstrittenen Punkten schlug die Spezialkommission vor, in Gerichtsprozessen Experten von einer Liste des Ackerbauministeriums, die von der Bauernzentrale vorgeschlagen wurden, zuzulassen. Die Ausgleichszahlung an die Miterben nach dem gewinnbringenden Verkauf einer Betriebsimmobilie sollte, wie von der Regierung gewünscht, zehn Jahre innerhalb und bis zu 20 Jahre außerhalb des Perimeters erfolgen.

Der Ertragswert des Betriebs sollte der Ermittlung des Gesamtwertes des Anwesens bei der Erbschaft dienen und liege laut ihren Unterlagen zwischen 1 365 und 1 660 Euro pro Hektar, was damals ungefähr 60 Prozent des Realpreises entsprach. Folgender Auszug aus dem Protokoll dokumentiert die Denkweise der Sonderkommission: „Cette finalité qui conduit à attribuer à la propriété rurale une fonction sociale ne va pas sans le sacrifice d'idées traditionnelles en droit successoral et ne peut être réalisée que par l'abandon partiel de la stricte égalité entre copartageants, considérée jusqu'ici comme l'âme des partages.“

Damit bezog die Spezialkommission deutlich Stellung für ein Sonderrecht des Neubesitzers. Auch befüwortete sie, dass seine Mitgeschwister schlechter gestellt wurden und dass der demokratische Staat grundsätzlich auf seinen Anspruch der Gleichstellung seiner Mitbürger verzichtete.

Nachwehen der Gesetzgebung

Schließlich wurde das landwirtschaftliche Erbrecht am 9. Juli 1969 einstimmig von der Abgeordnetenkammer verabschiedet, exakt so, wie von der Spezialkommission festgehalten. In den folgenden Jahrzehnten sollte es zu zahlreichen Rechtsstreiten zwischen den Miterben eines Bauernhofes führen. Die Gesetzgebung musste des Öfteren nachgebessert werden, wenn auch nur geringfügig. Die bedeutendste Änderung erfolgte im Jahre 2009, nachdem 2007 der Passus mit der obligatorischen Ausgleichszahlung an die Miterben bis zehn Jahre innerhalb des Bauperimeters, beziehungsweise bis 20 Jahre außerhalb des Bauperimeters bei gewinnbringendem Immobilienverkauf vom Verfassungsgericht für verfassungswidrig erklärt wurde. Die Verkaufsfrist der Betriebsimmobilien wurde daraufhin generell auf 25 Jahre angehoben.

Erst 2014 unter der DP-LSAP-Grüne-Regierung wurde das entwürdigende, aus finsterner Zeit stammende Gesetz von Jean Dupong revidiert, wodurch die Erziehungsausgaben, die Bildungskosten und der „Trousseau“ der Bauernkinder dem Erbe angerechnet wurden. Wie schon erwähnt, stellte die Spezialkommission von 1968 bei einem ausgewiesenen Realwert von rund 2 480 Euro pro Hektar Land einen Ertragswert von 1 360 bis 1 660 Euro pro Hektar fest – und das samt Haus, Ställen, Scheunen und anderer Gebäude, Material, Maschinen, Vieh und so weiter. Die Sonderkommission stützte sich dabei auf das Beispiel eines Hofes mit 20 Hektar Land bei normalem materiellem Verschleiß, der somit einen Gesamtertragswert zwischen 27 270 und 33 220 Euro erzielte. Hat der Bauer vier Kinder, bekäme der Jungbauer den gesamten Bauernbetrieb und die anderen drei

Geschwister zwischen 6 817 und 8 305 Euro pro Person als Erbteil. Das galt im Jahre 1969.

Wie sieht die Realität 2019 aus?

Der jetzige landwirtschaftliche Ertragswert liegt zwischen 3 873 und 5 490 Euro pro Hektar. Dem landwirtschaftlichen Erbrecht nach erzielt unser Beispielhof einen Ertragswert von 77 460 bis 109 800 Euro. Somit erhalten die drei Geschwister des Jungbauern zwischen 19 365 und 27 450 Euro pro Person. Das würde reichen, um bei heutigen Grundstückspreisen ein Drittel Ar Bauland zu kaufen. Dagegen kann der Hoferbe sich, wenn er aus welchen Gründen auch

nügend Bauland in guter Lage verfügte, verkaufte der Hoferbe drei Bauplätze an ein Immobilienunternehmen. Sein Bruder indes lebte bis dahin recht angenehm mit seiner kleinen Familie in einem liebevoll restaurierten Bauernhaus. Jedoch verließ ihn jetzt das gewohnte Glück und damit auch seine Frau. Für das gemeinsame Haus musste seine Frau ausbezahlt werden. Schnell sollte sich jedoch herausstellen, dass das Gesparte nicht reichen würde, und so musste er mit 50 einen saftigen Kredit für die Abfindungssumme aufnehmen.

Sein Bruder, der Hoferbe, hatte auch nicht das richtige Glück. Er hatte nämlich vergessen, in sei-



Minister Jean Dupong war ein Verwandter von Mathias Berns, dem mächtigen Generalsekretär der Bauernzentrale

Die drei Geschwister erhalten zwischen 19 365 und 27 450 Euro pro Person. Das würde reichen, um ein Drittel Ar Bauland zu kaufen. Der Hoferbe kann nach 25 Jahren einen millionenschweren Immobilienbesitz verkaufen

immer nach 25 Jahren mit der Landwirtschaft aufhört, eines beachtenswerten, millionenschweren Immobilienbesitzes erfreuen, den der Rechtsstaat ihm einfach nur so verschafft hat. In der Praxis kann das zu ziemlich skurrilen Situationen führen. Hier ein konkretes Erbschaftsbeispiel, das aus Diskretionsgründen leicht abgeändert wurde:

Es war im Jahre 1989, als ein junger Bauer den Familienhof von seinen Eltern übernahm. Aufgrund der Berechnungen nach den legalen Vorgaben wurde der Ertragswert des Betriebes auf 18 600 Euro festgelegt. Somit erhielt jeder der zwei Brüder des Jungbauern 6 200 Euro als Erbteil für den Hof. Vor vier Jahren nun musste der Hoferbe gesundheitsbedingt beruflich kürzertreten. Da der Bauernbetrieb nicht erträglich genug war, der Hof jedoch über ge-

ne Berechnungen die steuerliche Mehrwertabgabe einzubeziehen, und die Steuerbehörden fingen an so richtig zu drängeln. Obwohl der Landwirt nun nicht mehr über ausreichende Rücklagen für die Steuerfinanzierung verfügte, war für ihn das Problem schnell gelöst. Er verkaufte ganz einfach einen weiteren Bauplatz, und schon war er wieder flüssig. Sein Bruder, der im Jahr 1989 genau 6 200 Euro als Hoferbteil erhielt, muss sich nun 30 Jahre später mit 50 noch einmal stark verschulden, und das nur, weil der Luxemburger Staat ihn 1989 verpflichtet hatte, seinen Erbteil gehörig unter Wert seinem Bruder zu überlassen.

Dass die Bauernhöfe, die warum auch immer aufgegeben werden, keine Seltenheit sind, zeigt die Zahl derer, die seit der Einführung des Bauernerbrechts auhört. Gab es 1969 noch rund 8 000 Höfe, war diese Zahl bis zum Jahr 2018 auf 1 300 zurückgegangen. Demnach verschwanden in diesem Zeitraum rund 6 700 Bauernhöfe. Sicherlich wurden nicht alle Höfe nach dem geltenden Bauernerbrecht aufgelöst. Doch wo dies der Fall war, entstanden familiäre Spannungen, heftiger Streit und oft belastende Gerichtsprozesse. Das neue Bauernerbrecht von 1969 sollte sich als Quelle zahlreicher Familienstreitigkeiten herausstellen. Seitdem herrschte Unfrieden über die Erbteilungen der Bauern. Nicht oft kam es in Luxemburg zu einer gesetzlichen Regelung im Zivilrecht, die derart entzweite. Nie wurden die Mitbesitzer eines Anwesens dermaßen ihres Rechtes beraubt und legal genötigt, einem Mitgeschwister ihr Erbteil zu überlassen, ohne dass jenes die Verpflichtung hätte, gleichwertig auszugleichen.

Als Fazit bleibt kein Zweifel: Bei der landwirtschaftlichen Erbteilung muss der Realwert sämtlicher Immobilien wieder gelten. Luxemburg steht nämlich mit dem Ertragswert bei der landwirtschaftlichen

Erbteilung sehr allein auf sehr weiter internationaler Flur, wenngleich nicht ganz. Wie schon erwähnt, gilt auch in der Schweiz die Bewertung des Hofes nach dem Ertrag, jedoch sind die Berechnungen verschieden und die Schweiz verfügt über eine Art Minimalwert bei der Nicht-Ermittlung des Ertrags, der drei Viertel des Realwertes beträgt. Allgemein bevorteilt das Luxemburger Bauernerbrecht die luxemburgische Landwirtschaft merklich gegenüber ihren Konkurrenten in der EU und auf dem Weltmarkt. Diese können ihre Geschwister nicht zu Ertragswerten ablegen. Wohl gibt es auch da Bevorteilungen. Dennoch bleibt das Luxemburger Bauernerbrecht eine protektionistische, rein profitbegünstigende Maßnahme im Interesse der luxemburgischen Landwirtschaft.

Nur die Berücksichtigung des Marktwertes eines Bauernhofes kann gerechte Anteile aller Miterben am Vermögen ihrer Eltern garantieren. Der Ertragswert eines Betriebes hingegen ist ein künstlich generierter, rein mathematischer Buchwert, ein Buchhalterkonstrukt, das im gesamtwirtschaftlichen Agrarsektor keinen Nutzen hat.

Keine Proteste

Dass Ende der Sechzigerjahre Jahre das nationale Parlament die Entscheidung traf, die Vermögensrechte der vorwiegend fügsamen Bauernkinder zu vergesellschaften und sie dem Jungbauern zuzuteilen, ohne dass es zu erheblichen Protesten kam, mag den heutigen Leser verwundern. Immerhin waren hiervon um die 23 500 Personen betroffen. Zu der

Zeit jedoch bestand ein anderes gesellschaftliches Gefüge als heute, was vieles erklärt. In Bauernfamilien wurde meistens „unter sich“ geheiratet, und nicht selten blieb eine Tante oder ein Onkel am Hof oder sie gingen ins Kloster. Generell kam die neue Regelung vielen entgegen. Die übrigen Geschwister „machten Schulen“ und nicht selten Universitätsstudien, so dass die Schul- und Universitätskosten den Hofanteil ohnehin aufwogen.

Heute allerdings haben sich die Voraussetzungen grundlegend geändert. Bauern heiraten nicht nur unter ihresgleichen und gehen meist nicht weniger lang zur Schule als ihre Geschwister. Für diese ist, wie für jeden, Bauland teuer, so teuer wie noch nie, und das Kapital, das für den Start ins eigene Leben benötigt wird, beachtlich. Wenn auch die Erben eines Hofes 1969 die neue Erbregelung gelassen hinnehmen, sehen heute Bauernkinder nicht mehr ein, warum sie sich damit abfinden müssen, dass der Wert ihres Erbteils immer mehr heruntergerechnet wird und von den anvisierten drei Vierteln des Realwertes im Jahre 1969 nur noch knapp ein Zehntel im Jahre 2019 übrig ist.

Wann endlich nimmt die Politik sich dieser Problematik an und fasst das heiße Eisen „Bauernerbrecht“ beherzt an? Damit beendet werden kann, was ein renommierter Luxemburger Anwalt einst als „widerwärtigste und gröbste Ungerechtigkeit der luxemburgischen Zivilgesetzgebung“ bezeichnete.

Der aus der ländlichen Verhältnissen stammende Autor ist Lehrer im Ruhestand.

Maux dits d'Yvan

FC Mühlenbach : panem et circenses

Paul Rauchs

L'Église a été séparée de l'État, il reste maintenant à séparer la mosquée du stade. Nos confrères du *Quotidien* ont en effet rapporté que le FC Mühlenbach bannira l'alcool et le porc de son stade Mathias-Mamer. Écoutons sa secrétaire-présidente Mersija Dragolovcanin : « Si l'on fait ça, oui, c'est par rapport à la religion, mais aussi parce que c'est illégal de vendre de l'alcool sur un stade. » Cette interdiction vient faire écho à la prescription de l'apéro saucisson-pinard, provocation nauséabonde de l'extrême droite en France il y a quelques années. Musulmans d'un côté, chrétiens de l'autre, ces communautés ont une drôle d'idée de la fête qui tire son origine des bacchanales antiques, ces festivités de plusieurs jours en l'honneur du dieu Bacchus, pour les Romains, ou Dionysos, pour les Grecs, qui se déroulaient sur fond d'effacement des différences, entre maîtres et esclaves, entre hommes et femmes, entre civilisés et barbares, comme on appelait en ces temps-là ceux qui ne parlaient ni grec ni latin. On jouissait alors d'être hors de soi, et on s'enivrait littéralement de fraterniser avec l'Autre et les autres.

Aujourd'hui à Mühlenbach, les bacchanales ont fait place au panem et circenses, au pain et aux jeux qui étaient en quelque sorte leur envers: dans l'arène on jetait l'autre en pâture, on le mettait à mort pour la plus grande jouissance de la plèbe. Le football est malheureusement propice à l'expression de la haine raciale ; il n'y a qu'à penser aux cris de singe et autres bananes jetées dans les stades quand des joueurs africains foulent la pelouse, aux injures lancées aux stars maghrébines du Paris Saint-Germain, pourtant sponsorisé par les Qataris, et jusqu'au sms raciste reçu au printemps dernier par un joueur du ... FC Mühlenbach.

Au Luxembourg cependant, nous feignons croire encore à l'harmonieux melting-pot du multiculturalisme sans voir que les différentes communautés cohabitent l'une à côté de l'autre plutôt que de vivre les unes avec les autres. Mais il est vrai aussi que le sport en général, et le football en particulier, peut fournir un terrain symbolique, un refuge pacifique pour nos identifications. Enfant de la Minette, je me souviens ainsi des derbies eschois qui étaient régulièrement des fêtes bon enfant où s'affrontaient les prolos de la Jeunesse et les bourgeois du Fola. Et en 98, les champions du monde blanc-black-beur ne faisaient grincer les dents qu'aux grincheux du Front National.

Mais quand la religion s'en mêle, le melting-pot risque de se muer en cocotte-minute, et l'arbitre se doit de siffler la fin du match et veiller à ce que la « Morgenröthe » de la raison, chère à Nietzsche, ne dégénère en crépuscule de l'obscurantisme. Nous ferons bien alors de méditer cette pensée du philosophe au marteau : Der Glaube « will einen ewigen Gesang über den Wellen, in denen die Vernunft ertrunken ist ! »

Quand la religion s'en mêle, le melting-pot risque de se muer en cocotte-minute

Die kleine Zeitzeugin

Die Büste der Kapitänin



Carola Rackete

Michèle Thoma

Einst, in der guten alten Zeit, wurde oben ohne erfunden. Als Frauen darauf kamen, dass es auch ohne ging, ohne Biedermieder, ohne Fischbeinkorsett, dass die meisten Büsten weder hochgehievt noch festgezurt werden mussten, weder gestützt noch angebunden, die meisten stürzten nicht ins Bodenlose und sie desertierten auch nicht, wenn der Büstenhalter abmontiert wurde. Vielleicht baumelten sie ein bisschen, sie schienen es zu genießen. Manche hingen rum, manche standen stramm, manche brüsteten sich. Nicht jede Form entsprach der Norm, aber das machte nichts, es war die Zeit, als frau so sein wollte wie sie war, zumindest war es das hehre Ideal. Das Schönheitsideal von Hippiehexen und Kommunardinnen setzte sich nicht landauf landab durch, Blüschchen durchbohrende Warzen galten als primitiv, und primitiv durfte nur Picasso. Wer mit tanzenden Nippeln unterwegs war, musste lustmolch- bis killerblickgeecht sein. Diese Weiber waren meist hart im (Be)nehmen.

Brüste statt Gerüste! Die Rüstungen sich entrüstender Feministinnen flogen auf die Scheiterhaufen. Alles sollte ja befreit werden, eingesperrte Brüste, eingesperrte Triebe, theoretisch, die Praxis war doch herausfordernd und ermüdend. Manche Busenfreundinnen kamen auch nach Rücksprache mit ihrer Oberweite drauf, dass die ein bisschen Unterstützung doch gut gebrauchen konnte. Es gab keinerlei Busenstresscode.

Doch leider verschwanden die schaukelnden, schwappenden, herumlungernenden oder auch nur keck hervorlugenden, ein bisschen unfreundlich als sekundär abgetanen Merkmale bald wieder. Vielleicht wegen der Schwerkraft des Alters ihrer Eigentümerinnen, neue schienen nicht nachzuwachsen. Sie kehrten dorthin zurück, wo sie anscheinend hingehörten. In Halter und Behälter, in Schalen, Näpfe, Beutel, in immerhin gepolsterte Panzer. Es war aber keineswegs so, dass Mensch plötzlich extrem züchtig geworden wäre. Wichtig war jetzt nur, dass sie möglichst ansprechend serviert wurden. Appetitlich. In Push Ups und Wonderbras, wie die hübschen Requisiten aus Mädchenmärchen, niemand sprach mehr von Folterwerkzeugen, genannt wurden. Und in XXXLLL-Portionen, denen XY-Chromosomenträger anscheinend besonders zugetan waren.

Holz vor der Hütte in rauen Mengen war jetzt schwer angesagt. Die Brustbeutel wurden aufgeblasen und aufgepumpt, eine lange Zeit lang wurde drallprall getragen. Die altmodische Sexbombe gelangte zu neuen Ehren. Viele Frauen wünschten sich gar zwei davon. Als flächendeckend der Bedarf abgedeckt war, als frau darauf kam, dass dieses Vorderteil schwer wiegende Nachtteile mit sich brachte und weil der Kapitalismus sich ja öfter was Neues einfallen lässt, wurde fleißig abmontiert. Zwischendurch lauerte die Presse wie weiland unter Queen Victoria auf Busenblitzer bei Damen, die über rote Teppiche schwebten.

Aber jetzt, wo es Natur Natur um uns zwitschert, zu der wir zurückwollen, hoffentlich will sie uns noch, freunden wir uns doch wieder mit unserer Kreatürlichkeit an. Dachte ich mir so.

Und sowieso, alles geht, jedem wie es ihm steht, es gibt keine Musts und keine NoGos mehr, über sämtliche Schmerzschwellen sind wir getrampelt, alle Tabus haben wir längst zerschmettert. Dachte ich mir so.

Wie staunte Altweib daher angesichts der Schlagzeilen zu Dame Racketes Gang vor Gericht! „Schamlosigkeit ohne Grenzen“, hyperventilierte es aus der italienischen Presse angesichts der Büste der Kapitänin, die keusch unter einem Shirt vermutlich ohne Halter auskam. So t-witterte das Herrenvolk. Gerade jenes aus dem Reich eines reichen Lustgreises und berühmigten Medienzars. Gerade jenes, das sich so gern in die Bresche wirft, um das schwache Geschlecht und sein Recht auf sich selber vor den Finsterlingen aus dem Morgenland zu verteidigen.

Aktivist_innen riefen gleich einen Tag mit oben ohne aus, für Extra-Sympathisant_innen auch unten ohne. Einen Tag nur! seufzte Altweib.

Zu Gast

Die Rentenkasse vor Tornados schützen

Ali Ruckert

Der Rentenkasse geht es gut, aber der Renten-kompensationsfonds, der die Reserven der Renten-kasse verwaltet, schloß das Jahr 2018 erstmals in seiner 12-jährigen Geschichte mit einem Verlust ab.

Diese Entwicklung hat damit zu tun, dass der Kompensationsfonds den allergrößten Teil der in 30 Jahren akkumulierten Reserven in Aktien und Wertpapieren angelegt hat, und die Erschütterungen der Finanzmärkte im Dezember 2018 dazu führten, dass praktisch sämtliche Aktien und Wertpapiere, die sich zu diesem Zeitpunkt im Besitz der Investitionsgesellschaft des Kompensationsfonds befanden, innerhalb kurzer Zeit an Wert verloren. Zustande kam ein Verlust von 420 Millionen Euro.

Die Auswirkungen dieser Kapitalvernichtung halten sich angesichts der Rentenreserve von 18,97 Milliarden Euro zwar in Grenzen, aber die Verluste machen deutlich, dass selbst die Anlagestrategie des Kompensationsfonds, das Geld der Rentenkasse in sehr unterschiedliche Aktienpakete und Wertpapiere zu stecken, an ihre Grenzen stößt, wenn ein Tornado die Börsen erfasst und das Monopoly-Spiel auch nur für ganz kurze Zeit aus den Fugen gerät.

Auch die durchschnittliche Rendite von 4,5 Prozent während der Jahre 2007 bis 2018 ist keine Garantie dafür, dass das in Zukunft so bleiben wird, denn wenn es zu einem größeren Krach kommt, besteht das Risiko, dass deutlich mehr Geld aus den Rentenreserven verbrannt wird, als

Ali Ruckert ist Präsident der Kommunistischen Partei Luxemburgs

das im Dezember 2018 der Fall war. Doch die Epigonen des Finanzkapitalismus in der Regierung tun so, als sei es die natürlichste Sache der Welt, Rentenreserven den Risiken der Spekulation auszusetzen.

Es gibt ganz gewiß gesellschaftlich nützlichere Möglichkeiten, die Gelder der Rentenreserve zu wahren und zu vermehren, zum Beispiel über Investitionen in Immobilien und insbesondere in bezahlbare Wohnungen, um zur Bekämpfung der Wohnungsnot und der Armut beizutragen, oder Investitionen in die Bildung, um zu erreichen, dass spätere Beitragszahler sichere und gutbezahlte Arbeitsplätze finden.

Die große Rentenreserve im Privatsektor macht aber auch deutlich, dass es – 22 Jahre, nachdem der damalige Premierminister Jean-Claude Juncker eine „Rentenmauer“ in 20 Jahren angekündigt hatte, in welche wir rasen würden – keinen Anlass gibt, die Leistungen der Rentenkasse in Frage zu stellen oder zu verschlechtern.

Das Gegenteil ist eher der Fall, denn eigentlich würde sich umgehend eine strukturelle Aufbesserung der kleinen Renten aufräumen, um die Kaufkraft zu stärken, die in den vergangenen Jahren arg gelitten hat. Auch wäre es an der Zeit, die Rentenkürzungsreform von 2013, die durchgepeitscht werden konnte, weil der Widerstand der Schaffenden und der Gewerkschaften nicht stark genug war, zurückzunehmen. Denn sie bewirkt, dass länger für weniger Rente gearbeitet werden muss, und lässt es der Regierung und der Chamber offen, unter gewissen Bedingungen „Sanierungsmaßnahmen“ vorzunehmen und zum Beispiel die Jahresendprämie abzuschaffen.

Im Interesse der Lohnabhängigen und Rentner wäre hingegen, über neue Einnahmen nachzudenken und zum Beispiel eine Umverteilung der Resultate der Arbeitsproduktivität herbeizuführen, um das Rentensystem, aber auch andere soziale Leistungen abzusichern und auszubauen.

Über neue Einnahmen sollte auch bei der Pflegeversicherung nachgedacht werden, die gegenwärtig zwar vor Gesundheit strotzt, in welche das Kapital aber nur einen symbolischen Beitrag einzahlte, obwohl die Ausgaben der Pflegeversicherung zum großen Teil Folgekosten der Ausbeutung und der damit einhergehenden schlechten Arbeitsbedingungen sind. Die Hauptlast bei der Pflegeversicherung tragen bis dato immer noch die aktiven und pensionierten Lohnabhängigen. Wie beim Rentensystem würden sich auch bei der Pflegeversicherung noch manche Verbesserungen aufräumen.

Chroniques de l'urgence

Une taxe bien trop timide

Jean Lasar

Le gouvernement français vient d'annoncer la mise en place à partir de l'an prochain d'une « éco-contribution sur le transport aérien », échelonnée de 1,50 euro par billet sur un vol en France ou au sein de l'UE à 18 euros pour un vol hors UE en classe affaires. Seuls les vols partant de France seront concernés ; en seront aussi exclus les vols en correspondance, les vols intérieurs de ou vers la Corse et l'outre-mer, ainsi que les liaisons dites « d'aménagement du territoire ». Cette contribution doit rapporter 182 millions d'euros par an, qui seront affectés au développement du réseau ferroviaire.

L'« éco-contribution sur le transport aérien » est le parfait exemple du « too little too late »

La principale organisation du secteur, l'Iata, a qualifié la nouvelle taxe de « mal conçue » et a estimé qu'elle menaçait les « 100 milliards d'euros que l'aviation génère pour l'économie française ». Air France a prévenu qu'elle pénalisera fortement sa compétitivité, évoquant un surcoût de 60 millions d'euros par an. Pour les industriels de l'aviation, si taxe il y a, elle doit être reversée au secteur pour lui permettre de financer sa transition : Air France a évoqué « la mise en place de filières biocarburants durables ou d'innovations de rupture ».

« Avec un impôt sur les tickets qui coûte moins qu'un café à l'aéroport, je ne vais en aucun cas assumer qu'il aura une quelconque influence sur le comportement des consommateurs », a rétorqué l'experte Lucy Gilliam de l'organisation européenne Transport & Environment. Citée par le site *klimareporter.de*, Gilliam a recommandé de lever plutôt une taxe sur le kérosène, une approche selon elle bien plus efficace parce qu'elle prend en compte les émissions effectives de carburant. En France, l'association Agir pour l'environnement a trouvé l'éco-contribution « timide » et

a regretté que le gouvernement n'ait pas adopté une interdiction des publicités pour le transport aérien.

Si l'intention du gouvernement français était d'adopter une taxe symbolique, c'est réussi. Il pourra l'invoquer à loisir pour montrer son engagement en matière climatique. Mais en pratique, cette taxe est le parfait exemple du « too little too late », propre aux mesures qui semblent à première vue aller dans le bon sens mais qui égratignent à peine la montagne d'émissions de CO₂ à laquelle elles sont censées s'attaquer. Après tout, le transport aérien est le moyen de se déplacer qui génère le plus d'émissions, grâce à des exemptions fiscales éhontées qui lui ont permis de se développer au détriment de moyens de déplacement plus sobres. Il continue de croître bien plus qu'eux, sans offrir pour l'instant de perspectives convaincantes pour réduire son empreinte. On estime en général que sa part dans les émissions d'origine humaine passera de deux pour cent aujourd'hui à six pour cent dans le courant de la prochaine décennie, sous l'effet conjugué de sa propre croissance et des émissions relatives réduites des transports terrestres.

Gedicht fir e Klimaskeptiker

Betongskapp a queesch Gedanken
Lobbyist vum Diesel-Tanken
Ëmmer iwwert d'Wieder schreien
Sech um Greta Thunberg reiwen

Portier spille vun de Räichen
Am Freeport mat de Kellerläichen
Här vun deem Milliounelach
Kräische well déi Gréng beim Trach

Klimawiessel? Waarmen Dampf!
Lëtzebuerg, maach wéi den Trump!
De Bolsonaro mat u Bord
Bal all Woch dee Schäiss am „Wort“

Muss hie sech am Alter bretzen
Well déi Jonk net mat him schwätzen?
Streikt fir d'Klima a fir d'Beem
A schéckt him d'Hëllef fir doheim!

Jacques Drescher





Un reportage photo de Hong Kong

Lueur d'espoir

José Lopes Amaral,
texte et photos

Samedi, 10 août, je viens d'arriver à Hong Kong. Soulagé d'avoir pu passer la douane sans problèmes, je traverse la porte automatique qui s'ouvre sur le hall des arrivées avec curiosité. Je me demande combien ils sont ? Je sais qu'ils sont là assis depuis hier et qu'ils nous attendent, nous les voyageurs. Ils occupent une bonne partie du Hall, ils sont là, calme et nous accueillent chaleureusement avec un « Welcome to Hong Kong ! »

Mais ils ont aussi des pancartes à la main avec des phrases comme « Hong Kong Police shoot us » ou « Shame on Hong Kong Government ». Oui, ils ont un message à nous faire passer. Un message d'une haute importance. Il en va de leur vie, de leur avenir, de leur liberté. Ils espèrent que nous prenions conscience qu'ils sont en danger et que nous puissions les aider. Ils sont désespérés et ils en profitent de nous le faire savoir tant qu'il en est encore temps.

Je les écoute, prends quelques photos et essaye d'avoir quelques renseignements qui pourraient m'aider les deux prochains jours. Je suis pressé, je leur ai dit au revoir et bien entendu, je les encourage. Dans trois heures, il va y avoir une manifestation interdite par le gouvernement et je dois arriver à temps afin de la photographier.

À ce moment-là, je n'ai aucune idée de ce qui pourrait bien arriver, mais sachant que la police a en quelque sorte pacté avec les triades « Pro-CCP » (Parti Communiste Chinois) pour faire le sale boulot à sa place et punir les manifestants qui militent pour un Hong Kong démocratique par un tabassage à l'aide de barres de fer et de bâtons de bambou ne me met pas très à l'aise.

La dernière fois que je suis venu à Hong Kong, c'était il y a moins d'un mois, la police était déjà brutale à ce moment-là (comparé aux manifestants), mais la situation a empiré depuis. Les manifestations de ce weekend ont été à les plus violentes depuis que le mouvement a commencé. D'une part, j'ai vu des manifestants plus déterminés, plus enragés et mieux organisés. Et du côté de la police, rien ne va plus. Lors des dernières manifestations du 10 et 11 août, la police a perdu tout contrôle en visant les têtes des manifestants avec l'intention de les blesser, sans égards pour les journalistes. Une jeune femme a perdu la vue par un tir en plein visage avec un projectile en sachets. En arrêtant arbitrairement des personnes innocentes, sans oublier de leur offrir un tabassage à la matraque de la tête aux pieds. En gisant les gens innocents qui rentraient chez eux dans des endroits à huis clos (stations de métro), et cela avec des munitions périmées. Sans oublier les membres de triades qui ont attaqué manifestants, innocents et journalistes.

Aujourd'hui, mardi 13 août, à 23:31 heures, l'heure à laquelle je suis en train d'écrire ce texte, ces mêmes jeunes qui m'ont accueilli à mon arrivée avec ce sourire généreux et avec cette lueur d'espoir dans leurs yeux qui étaient en train de protester de manière non agressive, se sont fait asperger avec du spray au poivre par la police anti-émeute qui s'est introduite dans l'un des aéroports les plus fréquentés au monde.

Hong Kong est en train de devenir un « État policier » réprimant fortement les droits d'expression des Hongkongais. Des nouvelles apparaissent comme quoi des membres de la police chinoise se seraient introduits entre les manifestants à l'aéroport International de Hong Kong afin de causer la pagaille. Après ces événements, je me demande si l'État chinois aurait délibérément choisi de ne pas respecter l'accord (loi fondamentale de la région administrative spéciale de Hong Kong) passé avec le Royaume Uni qui courait de 1997 à 2047.



Manifestations des 13 et 14 juillet et des 10 et 11 août à Hong Kong : la violence policière augmente

tablo

Dans la foulditude d'expositions et de positions d'artistes que propose, cette année encore, le *Mois européen de la photographie*, l'exposition de l'Américaine LaToya Ruby Frazier (*1982) au Mudam s'est peut-être perdue un peu. Il est encore temps de se rattraper d'ici le 22 septembre. Et le travail documentaire de l'artiste afro-américaine vaut certainement le détour, tellement les photos de ses séries *The Notion of Family* (2001-2014), *On the Making of Steel Genesis* (2017) et *Et des terrils un arbre s'élèvera* (réalisée en 2016-17 dans le Borinage près de Mons, en Belgique) sont touchantes de vérité. Le Mudam vient de publier cette semaine le très beau catalogue sur ce travail chez Mousse Publishing à Milan, comprenant les photos, un texte théorique et un long entretien avec cette artiste qui s'intéresse au monde du travail, aux migrations qu'il génère et aux conséquences sociales de la désindustrialisation (176 pages, 30 euros). jh



Luxemburgensia



L'avenir de Galerie

Un an après la mort de son fondateur Cornel Meder, longtemps cheville ouvrière du Centre culturel Marcel Noppeney à Differdange, l'avenir de la revue *Galerie* reste incertain. Face aux *Cahiers luxembourgeois* à tendance libérale et aux *Nos cahiers* catholiques et conservateurs, *Galerie* est la revue culturelle social-démocrate, héritière de la « démocratisation culturelle » chère à feu le ministre des Affaires culturelles Robert Krieps (LSAP) : Son titre évoque aussi bien un lieu d'exposition que les mines aux alentours de Differdange. D'abord ronéotypée en DIN A4 et collée de façon un peu provisoire, elle paraît depuis longtemps en revue composée et imprimée selon les règles de l'art (photo : présentation de *Galerie* à la Escher Theaterstifftchen en 1985). Jusqu'à présent, les jours de *Galerie* semblaient comptés, les enfants de Cornel Meder, Françoise et Charel, ayant promis de terminer l'édition jusqu'à la fin de cette année. Lors d'une récente interview à la *Radio 100,7*, le fils de l'éditeur a annoncé qu'un comité éditorial était en train de se former autour de l'enseignant-chercheur de l'Uni.lu et critique littéraire Franck Colotte pour sauver le titre. Le vrai souci de toutes les revues culturelles toutefois est le nombre restreint de poètes et d'enseignants du secondaire qu'elles se disputent comme auteurs. rh.

Architecture



Rejoindre le roi Arthur à pied

« For the first time in more than 500 years, the two separated halves of Tintagel Castle have been reunited thanks to a new footbridge », se réjouit l'English Heritage, le Service des sites et monuments britannique, sur sa page web. Le Tintagel Castle en Cornouailles, sur la côte sud-ouest d'Angleterre, remonte au XIII^e siècle et serait, selon la légende, le lieu de conception d'Arthur (celui des romances médiévales). Or, le château haut perché était extrêmement difficile d'accès depuis que la liaison terrestre s'était rompue. Un concours d'architectes pour un nouveau pont d'accès a été lancé en 2016 et remporté par Ney & Partners (du Luxembourggeois Laurent Ney), grand spécialiste des ponts extraordinaires (il en a conçu plus d'une centaine en vingt ans), en association avec William Matthews. Le pont spectaculaire a été inauguré le week-end dernier : d'une portée de 68,5 mètres, il est composé de deux porte-à-faux qui se rejoignent au milieu, aux vues époustouflantes (photos : Ney). jh



Export



Voir la musique

Mine de rien, le metteur en scène de spectacles pour enfants Dan Tanson est probablement un des meilleurs « ambassadeurs culturels » du grand-duché, connecté qu'il est avec les plus prestigieuses salles de concerts et les festivals de musique les plus pointus. Le très coté Lucerne Festival l'avait invité l'année dernière comme « artiste étoile » et lui a commandé un spectacle pour son édition 2019. Ce sera *Pizz'n'zip*, un concert scénique pour enfants à partir de cinq ans (photo : festival). Sur scène : la violoniste Eleonora Savini (également responsable des arrangements musicaux) et la violoncelliste Federica Vecchio. Elles interpréteront de la musique contemporaine souvent réputée difficile d'accès en mouvements, pour que « chaque idée exprimée par l'instrument puisse être clairement comprise sans qu'il soit nécessaire d'ajouter des mots », explique Tanson. Le spectacle se jouera dans le cadre du *Special event day*, le 1^{er} septembre. À la rentrée, Dan Tanson sera l'artiste « en focus » de la Philharmonie du Luxembourg, avec cinq nouvelles créations pour jeune public dans la saison. jh

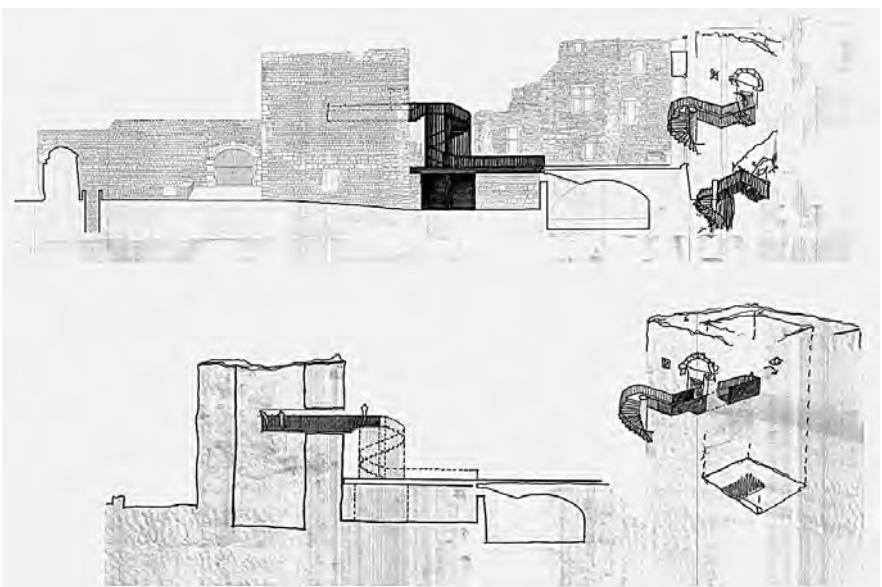
Patrimoine



Le sabbat des sorcières en septembre

C'est un de ces chantiers éternels dont le Luxembourg semble avoir le secret qui s'achève d'ici un mois, le 13 septembre, avec l'inauguration officielle du Käercher Gréiveschlass. Le château, qui remonte au XII^e siècle et fut modifié plusieurs fois au cours de son histoire, est classé monument national depuis 1938 en tant que ruine. Son donjon dit « tour des sorcières » le démarque. Il appartient à l'État, mais son animation est assurée depuis 1993 par une asbl de bénévoles, les Käercher Schlussfrënn. En 2013, peu avant les élections législatives anticipées, la ministre de la Culture de l'époque, Octavie Modert (CSV), lança le chantier de rénovation du château. Le Service des sites et monuments nationaux avait comme mission non pas de reconstruire la bâtisse à son état originel, mais d'installer des infrastructures modernes pour y organiser les festivités touristiques et culturelles : circuit sécurisé, scène en plein air et pavillon-brasserie... L'architecte Tatiana Fabeck reçut la commande ; ses dessins ci-dessous, extraits du projet, montrent les interventions minimalistes à réaliser. Mais le chantier fut pris dans un bras de fer de politique politicienne locale avec le SSMN et le chantier stoppé en 2014. L'installation d'escaliers, de rampes et d'un pavillon aura finalement duré six ans.

Mais c'est *tempi passati*, le chantier est achevé et l'heure est à la fête. Après l'inauguration officielle aura lieu une semaine de manifestations gratuites pour le public, du 14 au 25 septembre, avec tout ce que le Luxembourg compte en culture populaire : projection de *Superhjemp Retörns*, concert de la Musique militaire ou soirée Pir Kremer (en avant-première du spectacle musical que Claude Mangan prépare à Mersch). La dernière soirée, le 25, sera consacrée à une présentation du projet architectural par Tatiana Fabeck (programme entier sur le site de l'asbl, [ksfl.lu](#)). jh



Festival



De la collaboration

Si le *Rock-A-Field* ou l'*e-Lake* sont les hypermarchés des festivals de musique au Luxembourg, le *Kolla* en est l'Ouni. Ce week-end, du 16 au 18 août, aura lieu le petit festival hyper-alternatif qui s'est fait sa place à Steinfort. Né de la volonté de jeunes anti-consuméristes, qui voulaient d'abord organiser une grande bourse d'échange, le *Kolla* est devenu l'événement hippie de l'été – son mot-dièse sur les réseaux sociaux est *#hippietralala* –, où la musique est juste un *nice-to-have* et pas l'argument principal pour y aller. À tel point qu'aucun artiste n'est même annoncé sur le site [Kollafestival.lu](#). Écoresponsable et zéro déchets, le *Kolla* se veut accessible au plus grand nombre, avec un ticket à onze euros. En amont du festival à proprement parler, l'artiste Clio Van Aerde et Aurélie d'Incau organisent la résidence *Antropical*, dont le thème est cette année *Play until united*. Depuis début août, on a pu suivre les joyeux drilles sur Instagram (photo : Emiel Wendel). Ils sont une quinzaine d'artistes arrivés de partout, font des ateliers créatifs, suivent des cours de yoga ou visitent le pays. Les résultats de leurs recherches seront dévoilés durant le week-end du festival. jh

Festival e-Lake

Nouvelle procession

Kévin KroczeK

Le charmant centre-ville d'Echternach semble désert. Il est vingt-heures vendredi dernier et il fait si lourd qu'on serait prêt à mendier le ciel pour une simple brise. Quelques heures plus tôt, une tornade a dévasté une partie du Sud du pays. Les premières vidéos commencent à être virales, on ne parle plus que de ça. D'importants orages ont aussi été annoncés dans l'Est, mais il en faudrait plus pour décourager les festivaliers du festival e-Lake, qui fête sa 24^e édition cette année. Cela fait quasiment un quart de siècle que le lac d'Echternach est, quelques jours durant, l'épicentre musical du grand-duché. Il faut être un enfant du pays ou bien être muni d'un système de navigation sacrament performant pour arriver à destination du premier coup. Les quelques banderoles indiquant la route à prendre ne sont pas des plus fiables. Des navettes ont toutefois été prévues à travers tout le pays. Et puis, à l'arrivée, les frustrations se dissipent. On découvre un véritable village, équipé, sponsorisé à souhait et construit pour l'occasion. Entre les buvettes et les coins toilette, des Mercedes d'exhibition surplombent les badauds.

Sur la scène principale, du rock allemand, plat comme un trottoir de rue. On se rend donc aux alentours de l'Urban stage, réquisitionnée par les artistes du label luxembourgeois De Läbbel pour une session rap. Nicool est la première à monter sur les planches. Najaz alias Nadja Prange, l'accompagne. Leur musique plutôt *lo-fi* est plaisante. Du *chill* en guise d'apéritif, qui est à son meilleur sur le titre *Wonneprächteg* Rees. Changement d'ambiance. On entend raisonner le générique de *Buck Rogers, space opera* assez méconnu, dont l'énergie un peu désuète fait sourire. Arrivent alors en trombe Hotrox et Harvey Dentist. Les deux compères originaires de Toronto mais basés à Amsterdam enflamment la scène. Ils mouillent le maillot comme si une foule se dressait devant eux. Complicité non feinte, jeu scénique maîtrisé et perches tendues au public. Pour l'instant, l'audience est encore timide, les pogos viendront plus tard dans la soirée. Maka Mc conclut la session.

Quelques averses ne gâchent en rien la fête. Les trois compères de Heartbeat Parade enchainent. De la guitare électrique hurlante, une basse vrombissante, des cascades au piano ponctuelles, leur musique accroche. Les acrobaties scéniques viennent compenser les aléas techniques réguliers. S'ensuit un set signé De Lâb, des habitués du festival. Vers une heure du matin, l'affluence atteint son paroxysme. Devant la scène principale, un champ noir de monde. Les *foodtrucks* sont pris d'assaut tout comme les différentes attractions proposées. La soirée se termine par une performance signée The Disliked.

Le lendemain, la musique électronique est à l'honneur. Une vingtaine de DJs vont se succéder de quinze heures à trois heures du matin, et plus si affinités. Le parking payant se remplit. Dans le camping afférant au festival, des tentes à perte de vue. L'entrée est sérieusement contrôlée. L'excuse de la presse n'y

On ne vient pas tant pour la musique que pour l'ambiance à Echternach

changera rien. Impossible d'aller à la rencontre des autochtones sans permis. Le site est d'ailleurs bien surveillé. Dans les *backstages*, on parle d'une quarantaine d'agents en civil, de drones et de caméras de surveillance dans les arbres. Aucun débordement

n'est à déplorer. Les jeunes qui profitent de la musique dans l'ivresse ne mordent pas.

En face de l'Urban stage, une procession commence. Non pas celle reconnue par l'Unesco, mais celle des teufeurs, tout aussi folklorique. Ambiance rave party sous un soleil de plomb graduellement couvert. Certains font leurs emplettes dans le marché éphémère. S'émanant de la scène principale des relents de morceaux *electro house* douteux, du type énième reprise de *Bella Ciao*. La foule semble acquiescer. Finalement, on ne vient pas tant pour la musique que pour l'ambiance. Et puis, l'entrée au festival est gratuite. Les festivités se déroulent ainsi sans trop d'éncombres, jusqu'à dimanche au soir.



L'Urban stage samedi ; Maka MC sur l'Urban stage et le public devant la scène principale vendredi soir (de haut en bas)

Congés annulés

Oh les filles



Alexis S.F. Marshall, le frontman cinglé de Daughters (en haut), et Drahla

Sébastien Cuvelier

C'était une semaine noire aux Rotondes. Sur deux dimanches consécutifs se pressaient à Bonnevoie deux groupes naviguant dans les tons les plus sombres de la courbe monochromatique rock. Deux formations aux styles très différents de passage aux Congés Annulés pour deux conceptions singulières du noir : tendu et dansant pour Drahla, violent et anxiogène pour Daughters. Ce sont les Anglais qui ont tiré les premiers : les jeunes pousses de Drahla ont pour elles une certaine *hype* véhiculée notamment par leur signature sur le très pointu et cool label new yorkais Captured Tracks, qui vient de publier leur premier album *Useless Coordinates*. Le trio de Leeds pratique un post-punk abrasif et fortement *arty* aux accents *no wave* lorgnant plus de l'autre côté de l'Atlantique, version côte Est. On pense non seulement aux premiers Blonde Redhead, mais surtout à Sonic Youth, une évidence tant le timbre de voix et la scansion de la chanteuse Luciel Brown rappellent une Kim Gordon juvénile.

Drahla et Daughters : deux formations aux styles très différents de passage aux Congés Annulés pour deux conceptions singulières du noir

Sur scène, on reste néanmoins un peu sur notre faim. Certes, le groupe joue pied au plancher et manie les cassures (rythmiques autant que mélodiques) avec prouesse, mais on a un peu de mal à vibrer. Le bassiste Rob Riggs a beau se démenier et imposer un groove communicatif, le concert ne décolle pas vraiment au-delà du minimum symbolisé par le casino syndical voisin. C'est peut-être l'absence de saxophone, quasi systématique (et parfois fatigant) sur disque, qui aplatit un peu la performance, l'instrument apportant une touche originale à un post-punk voulant s'écarter des sillons déjà tracés. Mais saxophone ou pas, on a l'impression que le trio coince un peu au moment de répliquer en live l'atmosphère du disque, joué quasi dans son intégralité durant une quarantaine de minutes. Une performance aussi courte que relativement inoffensive, qui aura au moins permis d'aller se coucher tôt et sans risquer l'insomnie.

Une semaine plus tard, au même endroit, c'était une autre histoire et les premiers rangs capillairement bien fournis étaient la preuve que quelque chose se tramait. Mais malgré la réputation scénique de Daughters, personne n'était réellement prêt à subir la déflagration *noise* qui s'annonçait. En une heure de temps, le groupe de Providence (Rhode Island) a assommé le public de guitares stridentes et dissonantes, de basses énormes, de batterie martiale. Malgré une absence de huit ans, le groupe américain n'a clairement rien perdu de sa fureur, et certainement pas Alexis S.F. Marshall, peut-être le *frontman* le plus cinglé qu'il nous ait été donné de voir sur scène. Alexis saute, tourbillonne, tombe, escalade, se rend dans la foule, se crache dessus, se tape le micro sur le front jusqu'à saigner, se flagelle le dos avec sa ceinture. Il chante aussi, hurle parfois, transpire tout le temps. Il fixe du regard, un regard possédé. Il semble déterminé à faire en sorte que ce soir, personne ne dorme paisiblement.

Le dernier album de Daughters, *You Won't Get What You Want*, sorti sur Ipecac (le label de Mike Patton, autre déjanté s'il en est) a été censuré par la critique et est sans doute leur enregistrement le plus (relativement) accessible quand on jette un coup d'œil sur la radicalité de leur discographie (quatre albums en seize ans, et un premier opus *grindcore* – *Canada Songs* – d'une durée totale de... onze minutes). Le morceau d'ouverture du concert, *The Reason They Hate Me*, est clairement le morceau le plus *catchy* (on se garde bien de l'étiqueter grand public) que le groupe ait jamais écrit, un brûlot *dance-punk* pour des punks qui ne dansent pas. Le reste du concert se fera sans aucun compromis. Ils ne joueront même pas leur single *City Song* (qui ouvre le dernier album). Morceau après morceau, la musique de Daughters est viscérale, intransigeante, apocalyptique. La tension malsaine couplée au volume sonore intimide à peu près tout le monde. Personne ne bronche quand Alexis se faufile entre les corps. Le vacarme s'arrête sur *Ocean Song* et le groupe disparaît comme il est arrivé, sans un mot. C'était aussi effrayant qu'incroyable.



Leonardo DiCaprio (links) und Brad Pitt: eine Feier der Männerfreundschaft in äußerst nostalgischen Bildern



Kino

Nur im Film

Marc Trappendreher

Los Angeles in den 1960-er-Jahren: Es ist die Zeit des Niedergangs der Studio-Ära in Hollywood und das Aufkommen der Hippie-Kultur. TV-Westernheld Rick Dalton (Leonardo DiCaprio) verliert zusehends Schauspielangebote. Zusammen mit seinem Stunt-Double Cliff Booth (Brad Pitt) macht er sich auf, um den großen Ruhm doch noch zu ernten. Und dann ist da außerdem Sharon Tate (Margot Robbie), die Ehefrau von Roman Polanski – sie erlebt als Schauspielerin derzeit ihren Aufstieg, doch die Morde der Charles Manson-Anhänger halten die Stadt in Atem.

Eine Märchenwelt ist das, die der längst als Kultregisseur gefeierte Quentin Tarantino mit *Once Upon A Time In Hollywood* präsentiert: Kaum etwas an diesem Film verweist auf etwas Außerfilmisches; der Film hat nicht nur Hollywood zum Thema, er ist Hollywood, in dem Sinne, dass er zuvorderst von einer hochgradigen Selbstreferenzialität und Autothematik lebt – das lässt der märchenhafte Filmtitel bereits erahnen, ja, Tarantino beschwört da ein Hollywood, das es so womöglich niemals gegeben hat und eben nur im Film existiert. So gesehen, ist *Once Upon A Time In Hollywood*, der bei den diesjährigen Filmfestspielen in Cannes uraufgeführt wurde, auch ein fast dreistündiges Selbstzitat, denn Tarantinos werkkonstante Stilmittel sind auch in seinem nunmehr neunten Film (betrachtet man *Kill Bill* als einen zusammenhängenden Film) schnell identifiziert: hohe Dialogizität, die von einer mitunter witzigen und rhythmischen Komposition lebt, allerdings meist von einer vollkommen Belanglosigkeit ist, die Episodenhaftigkeit der Erzählung, die exzessiv-blutige Gewaltdarstellung...

Brad Pitt gibt diesen Cliff Booth mit einer Coolness, wie sie eben nur im Kino existieren kann und er ist im doppelten Sinne schlagfertig. Sein Boss Rick Dalton, steckt in einer tiefen Sinnkrise, DiCaprio transportiert diese mit einer Sensibilität und Komik, die im Zusammenspiel mit Brad Pitt zu einer Feier der Männerfreundschaft wird und das in äußerst nostalgischen Bildern. In dieser Bilderwelt bewegen sich beide Darsteller, die gleichsam selbst aus der Zeit gefallen sind. *Out of time* von den Rolling Stones wird da passend auf dem *Soundtrack* eingespielt. Der Film schafft ferner einen visuellen Reiz, indem er innerfilmische Filmsequenzen konstruiert, die dabei auf etablierte Genresituationen verweisen, ebendiese Zitate markieren die Selbstreferenzialität von Tarantinos Filmen: So gibt es etwa die typischen von Sergio Leone geprägten Kameraeinstellungen, die auf den Italowestern anspielen (sogar der Filmtitel ist nebst seinem Märchencharakter ein impliziter Hinweis in diese Richtung), wenn etwa Cliff Booth über die abgelegene Spahn-Ranch, eine ehemalige Film-Location, streift. Hier ist nahezu alles an den Italowestern angelegt – die Szene sticht insofern hervor, als sie hochgradig filmisch inszeniert ist und die genretypische spannungsvolle Erwartungshaltung auslöst, nur um sie dann umso ironischer zu brechen. Wir schauen eben doch nur einen Film, scheint Tarantino dem Publikum sagen zu wollen.

Im Schlussteil entlädt Tarantino dann wieder eine seiner berühmigten Gewaltorgien: Die Brutalität vermischt sich da mit einer Komik auf derart spielerische Weise, dass er mit einer Geste der parodistischen Revision, wie zuvor in *Inglorious Basterds* (2009), die Geschichte neuschreibt. „It’s an aesthetic thing. People will attach a moral thing

Quentin Tarantinos *Once Upon A Time In Hollywood* hat nicht nur Hollywood zum Thema, er ist Hollywood

to it, but that’s bullshit. It’s just one of the things that movies can do“¹. hat Tarantino einmal in Bezug auf seine Gewaltdarstellungen gesagt.

Zu aktuellen Themen der Filmbranche hat der Film dann auch nicht wirklich viel beizusteuern, das will er freilich gar nicht. Wer in diesem Film nach tiefergehenden Motiven sucht, der wird kaum fündig. Unter diesem Aspekt ist *Once Upon A Time In Hollywood* nämlich mitunter so belanglos wie Tarantinos Dialoge. Der Film ist reinste postmoderne Kollage, das hatte in den Neunzigern seine Konjunktur: Ebendieser Umstand muss einer der Gründe für Tarantinos dauerhaften Erfolg sein; für viele jüngere Kinogänger beginnt die Filmgeschichte eben erst mit *Pulp Fiction* (1994). So ist dieser Film zuvorderst selbstreferenzielles Spiel und Tarantinos leidenschaftliche Liebeserklärung an den Film und das Kino – das wird wohl auch bei einem nicht ganz so obsessiv-cinéphilen Publikum seine wehmütige Wirksamkeit entfalten.

¹ Quentin Tarantino im Interview mit Godfrey Chesire von 1994, zitiert nach Peary, Gerald (Hg.): *Quentin Tarantino Interviews*. Univ. of Mississippi Press 1996, S. 96.

Livres / cinéma

Grandeur et décadence de Marlon Brando

Loïc Millot

Qui aurait crû que l’histoire de Marlon débuterait non loin d’ici, en Alsace, dans un village du Bas-Rhin d’où est originaire le grand-père Brandeau ? Une fois passé le bureau de l’immigration de New York, celui-ci adoptera le nom de Brando. C’est, parmi bien d’autres anecdotes, ce que nous apprend Arthur Cerf, journaliste à *Sofilm* et *Society*, dans une riche biographie dédiée au *sex-symbol* américain qui vient de paraître aux éditions Capricci. Son titre, *Les Stars durent dix ans*, est tiré d’une citation de l’acteur alors au sommet de la gloire et en proie, déjà, à une forme de désenchantement...

Élevé par une mère qui ne se remettra jamais d’avoir abandonné ses aspirations de comédienne, le gamin du Nebraska est occupé à la ferme familiale. Il est alors surnommé Bud. Son père, très souvent absent, est violent et alcoolique, jouant des poings dans les bars et fréquentant les bordels des villes qu’il traverse pour vendre du phosphate. Sa mère Dorothy Pennebaker, délaissée, lui conte chaque soir des chansons, rares moments de paix dans la maison des Brando. L’enfant finira par les connaître par cœur, jusqu’à se décider à les rassembler dans un recueil publié quelques décennies plus tard (*Songs my mother taught me*, 1994). Dans une séquence secrètement autobiographique du *Dernier tango à Paris*, il confiera à Maria Schneider les terribles humiliations qu’il essuya enfant, évoquant, face caméra, la méchanceté d’un père insensible à ses émois d’adolescent, ou encore la honte ressentie lorsqu’il ramène à la maison sa mère, ivre-morte à un bar du village, sous les rires impitoyables des buveurs assistant à la scène... A la mort de celle-ci, en 1954, Brando affichera de plus en plus de mépris et d’indifférence pour le métier d’acteur.

En un style concis et jamais jargonneux, Arthur Cerf retrace la chronologie de ce parcours atypique, depuis ce train pris en 1942 qui conduira le jeune



Marlon Brando sur le tournage de *The Men* de Fred Zinnemann, en 1949

homme aux portes de Broadway et d’Hollywood, à sa formation théâtrale auprès de Stella Adler, sans oublier sa rencontre avec Elia Kazan, promoteur de l’Actor’s Studio avec lequel il tournera coup sur coup trois chefs d’œuvre : *A Streetcar named Desire* (1951) bien sûr, *Viva Zapata* (1952), pour lequel il obtiendra le Prix d’interprétation au Festival de Cannes, puis *On the Waterfront* (1954), dans lequel le beau gosse casse la baraque en docker de Hoboken converti au combat vertueux mené par l’ingénue interprétée par Eva Maria Saint. Il suffit de revoir la scène de leur premier rencontre amoureuse, le long des quais brumeux de New York, pour apprécier le génie d’Elia Kazan conjugué à l’interprétation inventive de Brando. Comme lorsque le robuste matou ramasse le gant blanc d’Eva Maria Saint perdu en chemin, le triture en tous sens, avant de l’enfiler à sa main épaisse. Ainsi ce personnage de loser, si brusque, si prolétaire pourtant, confine-t-il soudainement à l’extrême raffinement. Le filou et la sainte, le brun ténébreux et la blonde illuminée par l’amour formeront un très beau couple de cinéma. Ailleurs dans le film, à l’arrière

En un style concis et jamais jargonneux, Arthur Cerf retrace la chronologie de ce parcours atypique, depuis ce train pris en 1942 qui conduira le jeune homme aux portes de Hollywood

d’un taxi où il découvre que son frère (Rod Steiger) est prêt à l’assassiner, Brando lâche une réplique d’anthologie – le déchirant « I coulda been somebody » – avant de laisser échapper un « Wow » qui résume, à lui seul, la terrible fatalité de ce destin fraternel...

Régnant dorénavant sur les étoiles hollywoodiennes, Brando prend ses aises, en même temps qu’il prend du poids. Bon an mal an, le succès qu’il rencontre constitue un véritable tournant dans sa carrière. « Avoir beaucoup de succès, ça peut vous détruire à peu près autant que beaucoup d’échecs. », confiera-t-il lors d’un entretien avec Truman Capote. Le sex-symbol se plaît à dénigrer sa profession, quand il ne perturbe pas les tournages en critiquant ouvertement les choix des metteurs en scène. Après avoir lui-même assuré la production et la réalisation de *One-Eyed Jacks* (1961), unique incursion de l’acteur derrière la caméra, Brando participe allègrement au naufrage du *Mutiny on the Bounty* (1962). Une telle réputation, assortie de prises de position en faveur des minorités opprimées aux États-Unis, le tiendra

loin désormais des studios hollywoodiens. Malgré encore quelques films remarquables, comme le méconnu *Queimada* à la fin des années soixante, il devra longuement batailler pour intégrer l’équipe réunie par Coppola pour le premier volet du *Godfather* (1972). Sept ans plus tard, le colonel Kurtz, dans *Apocalypse Now*, constituera l’ultime prestation d’envergure de l’acteur pour le grand écran.

Les années 1990 et 2000 seront, quant à elles, marquées par la déchéance, les procès, les questions d’héritage... Perchés sur les hauteurs de Mulholland Drive, les paparazzi assistent à une fin de règne digne de *Citizen Kane* ou d’une pièce de Shake-

speare. Entre le meurtre dans lequel est impliqué son fils Christian et les dernières collaborations de l’acteur, comme pour le clip de son ami Mickael Jackson en 2001 (*You rock my world*). Passionné de nouvelles technologies, Marlon Brando sera aussi le premier acteur à avoir autorisé la numérisation de son visage. De façon programmatique, l’acteur avait confié à Scott Billups, le roi des effets spéciaux : « Les acteurs ne seront plus en chair et en os. Ils seront insérés informatiquement. Vous verrez, ça arrivera, ceci marque peut-être la fin des acteurs. » *The End*.

Arthur Cerf : *Les Stars durent dix ans*, éditions Capricci, collection « Stories », 139 pages, 2019

d’Lëtzeburger Land

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983

Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d’Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l’accord écrit de l’éditeur. **Gérant, rédacteur en chef** Romain Hilgert (48 57 57-22; rhilgert@land.lu), **Rédaction** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), Josée Hansen (48 57 57-26; jhansen@land.lu), Ines Kurschat (48 57 57-28; ikurschat@land.lu), Pierre Sorlut (48 57 57-20; psorlut@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu) **Photos** Sven Becker (sbecker@land.lu) **Administration** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg **Courrier** boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Publicité** Maison Moderne Media Sales 10, rue des Gaulois Luxembourg; boîte postale 728, L-2017 Luxembourg (27 17 27 27-32; francis.gasparotto@maisonmoderne.lu) ; **Impression offset** Imprimerie Saint-Paul **Prix par numéro** 4,00 € **Abonnement annuel** 140,00 € **Abonnement étudiant/e** 75,00 € **Comptes en banque** CCPLLULL : IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLULL : IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGLULL : IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCEULL : IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELLULL : IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXULL : IBAN LU59 0080 0484 9600 1003

STIL

Gib' ihnen Saures

Ines Kurschat

Sauregurkenzeit nennen Journalisten die Sommerzeit, wenn der offizielle Politikbetrieb eingestellt ist und potenzielle Informanten wie auf einen Schlag in die Ferien verschwinden, als hätten sie sich an einem geheimen Ort verabredet. Aus Mangel an aktuellen Themen hat sich eine Tradition eingeschlichen, die deutscher nicht sein könnte: das Sommerinterview. Das erste dieser Art soll das *Zweite Deutsche Fernsehen* 1988 mit dem damaligen Bundeskanzler Helmut Kohl an seinem bevorzugten Urlaubsort Wolfgangsee aufgenommen haben (als wäre das nicht Warnung genug, von dem Format die Finger zu lassen). Die Idee ist, mit offeneren, grundsätzlicheren Fragen mehr über die Persönlichkeit des Gegenübers herauszufinden; nicht selten werden die Begegnungen daher zuhause, am Ferienort (schön wär's!) oder, im Trend und kostengünstig, im Internet verabredet.

Politiker wären keine Politiker, wenn sie sich diese Gelegenheit entgehen lassen würden, um Werbung in eigener Sache zu machen – zumal wenn Medien ihnen den Raum dazu bieten. Es ist Sommer, alle Welt ist gut drauf, wozu mit kritischem Nachhaken nerven? Da stellt sich Premierminister Xavier Bettel (DP) fürs Foto lässig am Spielplatz auf. Nicht irgendeinem, sondern dem, wo er als Knirps seinen ersten heroischen, politischen Akt vollbracht haben will. Bei der Legendenbildung geben sich Politiker und Journalisten die Hand. Bettel lächelt, Bettel macht *High Five*: Seht her, soll das heißen, der Kapitän der MS Luxemburg kann mit jedem.

Die liberale Familienministerin Corinne Cahen steht entspannt vorm Altersheim, das Haar gewohnt offen tragend, das Lächeln breit wie in einem Rosamunde-Pilcher-Film. Sie schwärmt von der Familie als „Menschen, die sich füreinander verantwortlich fühlen“ und wie sehr ihr Ministerium ihr am Herzen liegt. Kulturministerin Sam Tanson (Grüne) bevorzugt indes die kopfige Kulisse, in feuerrotem Kleid in Omas Ohrensessel mit einem Buch in der Hand. Sie habe als Kind gerne gelesen, verrät die Juristin, und dass sie, wenngleich etwas widerwillig, früher öfter mit dem Vater ins Museum ging.

Nicht für jede fade Antwort können die PolitikerInnen etwas, denn manche/r Journalist/in wäre besser selbst in den Urlaub gefahren statt zum x-ten Male zu fragen, ob eine Neulings-Ministerin lange überlegen musste, um ein Mandat in der *Chamber* aufzugeben und ein Ministeramt zu übernehmen (die Antwort lautet zweimal nein) oder sie mit vergilbten sexistischen Pressemitteilungen überforderte Gemeindegemeinden zu quälen. Obwohl das gesamte Land längst weiß, dass Arbeits- und Sportminister Dan Kersch (LSAP) einst Handball spielte, wird er erneut gefragt, warum er das Sportressort wählte: „Ich bin ein sportbegeisterter Mensch und habe 20 Jahre lang aktiv Handball gespielt. Das Sportministerium ist mein Traumressort.“ (Im Interview der Konkurrenz nach den Koalitionsverhandlungen waren es noch 30 Jahre gewesen. Zusatz-Preisfrage: Wie spielt man eigentlich passiv Handball?)



Sommerzeit ist Sauregurkenzeit

Die Bequemer (Klügeren?) schicken ein E-Mail mitsamt Fragenkatalog – und stellen dann beinahe entrüstet fest, dass nicht alle Auserwählten bei der Stilübung mitmachen wollen (vielleicht landete das Mail im Spam-Filter?). Beim virtuellen Pendant kommen besonders dynamische Antworten heraus. Zu „Gegenwärtige Geistesverfassung?“ ist von „Positiv und motiviert“ (Marc Hansen, déi Gréng) über „Inspiriert, motiviert und gespannt. Und froh“ (Paul Galles, CSV) bis Eugène Bergers, DP, „Den Blick und die Energie klar nach vorne gerichtet“ (Wohin sonst?) alles dabei. Hauptsache, es klingt zupackend, lebensbejahend. Nur Landwirtschafts- und Sozialversicherungsminister Romain Schneider (LSAP) gibt an, er habe Erholung nötig. Weil das Format starr ist und keine Rückfragen vorsieht, bleibt unklar, woher Schneiders Erschöpfung stammt: Er fiel im vergangenen Halbjahr und auch in den vergangenen fünf Jahren nicht unbedingt durch politische Hyperaktivität auf.

Vielleicht aber tun wir dem E-Mail-Interview Unrecht und es handelt sich in Wirklichkeit um eine standardisierte Umfrage, mit der nachgewiesen werden soll, wie die immer gleichen Fragen die fast immer gleichen Antworten produzieren. Mehrfachnennungen möglich und Antworttendenzen sowieso. So erfährt die Leserin, dass sich unter Luxemburgs Politikern gleich mehrere Stieg-Larsson-

und Nelson-Mandela-Fans befinden und sich jede/r wünscht, die Familie möge gesund bleiben. Auf die Frage nach dem Lieblingsmaler, Lieblingskomponist oder Lieblingshelden fallen den Befragten fast nur Männer ein: Hieronymus Bosch (Gusty Graas, DP), Johann Sebastian Bach (Eugène Berger) und Robin Hood (Romain Schneider). Die Grüne Josée Lorsché nennt als Lieblingsgestalten der Geschichte die Widerstandskämpfer Geschwister Scholl und als Top-Autor(in) Simone de Beauvoir.

Alle PolitikerInnen lesen – zumindest im Urlaub, die PR-Gewieften unter ihnen einen Mix: Romane von der Bestsellerliste, um sich nah am Geschehen und der Wählerin zu geben, ein, zwei Sachbücher, um zu zeigen, dass man sich Zeit für philosophische Themen nimmt. Als Urlaubsziel kommt wahlweise die Heimat zum Zuge, weil's da am schönsten ist (Franz Fayot, LSAP), oder ein Ort, „wo ich entspannen und neue Kulturen kennenlernen kann“ (Marc Hansen).

Kein Wunder, dass bei so spritzigen Antworten das alle Jahre wieder strapazierte Format allmählich Verschleißerscheinungen zeigt: Im Geburtsland des saisonalen Pausenfüllers sagte Angela Merkel dieses Jahr erstmalig seit 14 Jahren Kanzlerschaft das ZDF-Sommerinterview ab. Da rauschte es hektisch im Blätterwald: Die Kanzlerin. Sagte. Das Sommerinterview. Ab. Sie hatte das Ping-Pong-Ritual mit

den bemüht lockeren, vorhersehbaren Fragen offenbar ebenso satt wie manch Leser/in und brauste kommentarlos in den Urlaub davon. In Südtirol, unweit wo der scheidende EU-Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker seine Zelte (*Fake news*: Er logiert selbstverständlich gehobener) aufzuschlagen pflegt, erwischte sie Paparazzi lesend auf dem Balkon: *Der Tyrann* des US-Literaturkritikers Stephen Greenblatt, in Papierversion (Deutschland lag beim *Digital Economy and Society Index 2018* auf Platz zwölf, hinter Luxemburg auf Platz sechs).

Merkels Absage trifft die Medienmacher hart, denn mit der Zeit hatte sich ein zweites Format eingebürgert: die Analyse des Sommerinterviews. Wie nach *Anne Will* oder dem *Tatort* sezieren Kritiker Dramaturgie, Inszenierung und Regie bis ins kleinste Detail. Ein deutscher Nachrichtendienst faste als besonderen Service am Leser alle Sommerinterviews zusammen, um herauszufinden, was die heißen Themen des Sommers 2018 waren. Das Ergebnis: Flucht, Asyl und Migration sowie die Krise der Union (hoppla, ein Reim!). In Luxemburg waren es, intensiven und extensiven *Land*-Recherchen zufolge, der Haushaltsplan 2019 und die Klima- respektive Nachhaltigkeitsdebatte (reimt sich nicht, Mist). Fällt das Sommerinterview flach, wird dessen Analyse ebenfalls hinfällig und wieder klafft eine leere Seite, die gefüllt sein will. Und sei es diese letzte.

Le produit

Frank est supposé être le plus créatif des trois, Michel le plus productif, et Jim, le sommelier, est celui qui nous incite à tester leurs spiritueux. Lesquels, comme eux, sont au nombre de trois. C'est sous l'appellation **Opyos** que le trio de la région de l'Ernz blanche a décidé un jour, autour d'une bière, de lancer sa propre marque de gin et surtout d'en créer une qui allait se démarquer des autres, sachant que Luxembourg a depuis quelques années mis toute une série de Gins nationaux en vente. La particularité d'Opyos réside dans le fait que plus de vingt ingrédients botaniques sont utilisés et que la distillation se fait de manière très lente, histoire d'intensifier les arômes. Mûre, sureau, églantier, prunelle et miel sont quelques-uns des produits nationaux utilisés à ces fins. Les 18 mois nécessaires avant obtention du produit final se sont rentabilisés. En décembre dernier, le plus noble des breuvages, l'Opyos Cask Aged Gin s'est classé meilleur lors d'une soirée de dégustation à l'aveugle organisée par le Gin Club Luxembourg, le Dry Gin ayant fini troisième. Résultat : pour l'alcool gagnant, 1 200 bouteilles avaient été fabriquées, dont il ne reste plus une seule en vente à ce jour. Quant aux deux autres, on peut se les procurer via le site opyosbeverages.lu ou sur letzshop.lu. Ceux qui ont par ailleurs intéressés à rejoindre le club des amateurs de l'alcool revenu à la mode grâce à de nouvelles techniques de fabrication, le feront en se connectant à ginclub.lu. GD

L'endroit

On pourrait presque prétendre que Joseph Zervas est né dedans. Du café New York de la rue Philippe II, en passant par le Palais et dernièrement le Soho à Hollerich, ce cafetier et deejay n'a jamais démordu de sa passion première, la communication derrière le comptoir. Après la malheureuse disparition du propriétaire de la boutique Zaka à la place Guillaume, Jos, qui s'était mis au vert depuis quelques mois, a senti une super opportunité pour rejazzir avec un endroit comme celui de ses débuts : de taille humaine, cosy et central. De quoi en faire une adresse plutôt confidentielle, histoire de refaire, au bout du bar, le monde avec ses potes. La déco est simple est réussie au **Wellem**, qui doit son nom au personnage illustre auquel la place de l'Hôtel de ville est dédié (photo : GD). Pas de chichi, mais une ambiance douillette, des sièges de bar bien confortables, de grandes fenêtres qui donnent sur le passage de la rue de la Reine et, sans doute un jour (à la fin de travaux interminables), sur la place du Marché. Une terrasse bien sympa et sans concurrence ouvre la vue sur le palais grand-ducal (et bientôt sur le Bazaar qu'on attend dans l'ancienne maison Lassner). Ouvert toute la journée, on y retrouve en soirée le copain de longue date Olivier Kastner (Palais, House 17, Soho etc) qui, armé d'une patience sans faille, mixe ses drinks avec toujours la même nonchalance. Au second étage, un autre salon prévu pour de petites fêtes entre amis ne sera accessible que sur invitation. Je sens que Jos va se faire beaucoup de nouveaux amis. GD



d'Land méi mobil

Désormais, les abonnés peuvent lire le Lëtzebuerger Land sur leurs iPad et iPhone, ainsi que sur leurs portables et tablettes pourvus du système d'exploitation Android. Il suffit de télécharger l'application dans l'App Store de Apple ou dans le Play Store de Google.

www.land.lu
